Centre pour le dialogue humanitaire

Empowered lives. Resilient nations.

Instrumentalisation religieuse et économie de l'insécurité

Ce que disent 800 sahéliens

Rapport National Niger

Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel

Ces études des perceptions ont été réalisées par le Centre pour le dialogue humanitaire

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation. Pour plus d'information : www.hdcentre.org

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne représentent ni n'engagent la responsabilité du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

UNE RECHERCHE « ÉPIQUE, ATYPIQUE ET STRATÉGIQUE »

Ce projet d'étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel a représenté une opportunité unique d'entreprendre une recherche d'envergure et innovante à un niveau régional sur des thèmes mondialisés tels que la violence armée, la radicalisation, le jihadisme et la sécurité. L'ouverture caractérisant l'esprit de ce projet et le choix d'écouter les populations, de traiter leurs perceptions et représentations donnaient l'orientation générale, généreuse et ambitieuse. Nous ne savons en général que fort peu ou sinon rien sur la manière dont les populations les plus exposées perçoivent et traitent la violence armée, l'extrémisme, l'insécurité. En effet, il existe un paradigme dominant s'agissant de ces questions généralement vues de manière descendante (*top-down*) par les institutions nationales et internationales, privilégiant l'approche politiste, sécuritaire, policière et militaire du radicalisme violent d'inspiration religieuse.

Si les perceptions et les représentations ne sont pas des restitutions forcément précises de la réalité, elles concourent à en esquisser l'épaisseur, l'intensité, la granularité, le bruit, la tonalité, le contraste. On pense que le plus souvent ce qui est *perçu* est une distorsion, une vision exagérée de ce qui est effectivement *vécu* ; mais l'écart-type du vécu-perçu peut également se traduire de manière inverse, par une restitution atténuée et filtrée. Nos enquêté(e)s s'expriment le plus souvent avec sobriété quand il faut en venir à décrire les malheurs et le danger mortel qu'ils ont endurés. Ce que disent 800 Sahéliens laisse entrevoir une rationalité en acte de la part d'individus-agents en situation de précarité, souffrance et vulnérabilité – dont il y a beaucoup à apprendre en termes de résistance et de résilience.

Les lecteurs de ces rapports, issus d'une recherche socio-anthropologique inscrite dans une approche humanitaire, doivent prendre en compte, outre la difficulté et la dangerosité, la dimension expérimentale de cette enquête menée en parallèle dans huit pays de l'espace sahélien : cette coupe à la fois large et profonde, opérée dans un temps très court, a permis de repérer et signaler des axes d'action et de réflexion jusque-là ignorés ou sous-évalués, des pistes de recherche fécondes, des réseaux latents et solidaires à mobiliser. Il conviendra de poursuivre ce travail exploratoire.

En l'espace de cinq à huit jours, 59 enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 24'000 kilomètres pour sillonner les zones frontalières reliant le Sénégal à la Mauritanie et au Mali, celles communes au Mali, au Burkina et au Niger, ainsi que celles des pays du lac Tchad, à savoir le Nigeria, le Cameroun et le Tchad. L'enquête par questionnaire a été en mesure de recueillir les réponses de 698 personnes au total, réparties sur huit pays du Sahel, avec par ordre décroissant, 147 personnes au Mali (représentant 21% de l'échantillon régional) ; 120 au Nigéria (17%) ; 100 au Niger (14%) ; 88 en Mauritanie (12%) ; 74 au Sénégal (10%) ; 71 au Tchad (10%) ; 60 au Burkina-Faso (8%) et 38 au Cameroun (5%). Des entretiens complémentaires et approfondis ont en outre touché plus d'une cinquantaine de personnes dans le cadre de consultations annexes.

Les équipes ont pu identifier 80 personnes ressources conviées par la suite à rejoindre Abuja, Bamako, Dakar, N'Djaména, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou et Yaoundé pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leurs zones frontalières respectives. Des entretiens ont également été organisés, dans la mesure du possible, avec des « sympathisants » ou « repentis » des groupes armés. Enfin, des consultants nationaux et internationaux ont été sollicités pour produire des études de cas et des éclairages conceptuels complémentaires.

La mise en place d'équipes composées uniquement de chercheurs et enquêteurs universitaires nationaux, l'organisation et la mise en œuvre de l'enquête de terrain simultanément dans huit pays, l'impératif de faire suivre un protocole de sécurité et de communication pour l'ensemble des

enquêteurs disséminés dans des zones transfrontalières de conflit, la venue de personnes ressources dans les capitales ont représenté un défi considérable : il a fallu constamment réajuster la planification aux divers aléas et contraintes administratifs (autorisations, coordination avec les autorités), politiques (contexte post-électoral au Nigeria, de transition au Burkina Faso), sécuritaires (attentats de Boko Haram dans la région du lac Tchad), financiers (transfèrements inaboutis, dépassements budgétaires), techniques (coupure électricité, internet), climatiques (saison des pluies), culturels (mois de Ramadan), etc.

Notre choix d'avoir travaillé avec des chercheurs universitaires nationaux a été stratégiquement payant. Il s'agissait du profil le plus adapté pour établir une méthodologie d'enquête adaptée aux réalités locales, pour identifier les itinéraires d'enquête pertinents, pour sélectionner les bons enquêteurs et, enfin, pour mener une analyse perspicace des résultats d'enquête. La méthodologie commune a émané des interactions engagées avec les huit équipes nationales et résulte ainsi d'un travail collectif. Avant même de chercher à comprendre comment les Sahéliens des régions transfrontalières nomment et conçoivent les phénomènes liés à ce que nous appelons « extrémisme violent » et « (in)sécurité », il nous a fallu définir les mots de l'enquête en termes simples et aisément traduisibles dans les langues locales sollicitées lors de nos entretiens. Ces termes ne font pas nécessairement sens auprès de l'habitant vivant dans des zones très peu densifiées où la présence de l'État et de ses institutions reste somme toute plus symbolique que véritablement opérationnelle et programmatique. Quant à l'analyse des données, nous avons sciemment ignoré l'habituelle taxinomie des groupes armés et la lecture politiste du facteur religieux pour nous concentrer sur une conceptualisation qui colle au plus près des perceptions des habitants des régions transfrontalières.

Dans l'ensemble des régions couvertes, les populations ont accueilli favorablement les enquêteurs et se sont confiées à eux sans problème majeur sur toute cette phase critique du travail de terrain. Au Mali, les habitants ont notamment salué le courage des enquêteurs venus jusqu'à eux pour poser des questions aussi directes et allant à l'essentiel. Au Nigeria, nos équipes furent bien accueillies par les enquêtés d'autant que c'était souvent la première fois que quelqu'un venait à leur rencontre.

Il faut préciser – car c'est un fait assez inhabituel – que dans certaines régions transfrontalières considérées comme « risquées », aucune de nos équipes n'a été encadrée par des forces de l'ordre et de la sécurité au cours de leur travail de terrain. Nos équipes devaient bien entendu à chaque fois signaler leur présence et prendre contact avec les autorités publiques et les responsables militaires des provinces où elles se rendaient. Ce fait n'est pas anodin car, pensons-nous, il touche à un enjeu de perception et a renforcé aux yeux des habitants la neutralité de notre entreprise. Fort heureusement, aucun enquêteur n'a été inquiété malgré des incidents de sécurité survenus parfois à proximité immédiate.

Parmi les observations, les résultats, les thèmes de réflexion, il y a des faits qui pourraient, en première lecture, apparaître peut-être embarrassantes à entendre, car clairement les perceptions des personnes interviewées font ressortir des éclats de vérité dont il faut pourtant prendre connaissance. Mais il y a aussi dans leurs propos et leur vision une demande d'État, un souci de normalité et de sécurité indissociables d'une citoyenneté en devenir. Les propos – parfois tragiques – des enquêté(e)s ont le mérite de ne pas laisser entrevoir l'avenir de manière foncièrement apocalyptique. Nous avons évité de poursuivre *l'heuristique de la peur* même si, au bout de cette enquête, il est désormais acquis que la radicalisation est un phénomène amené à durer et avec lequel il va falloir composer. A l'heure où la Communauté internationale se trouve engagée dans une seconde « guerre contre le terrorisme » au Moyen-Orient, les questions traitées ici ne sont pas seulement de dimension locale.

Burkina Faso - 6 enquêteurs
1'500 km – 5 jours

60 entretiens
Villages de 6 localités
Langue : Fulfuldé

Cameroun - 6 enquêteurs
1'500 km – 8 jours

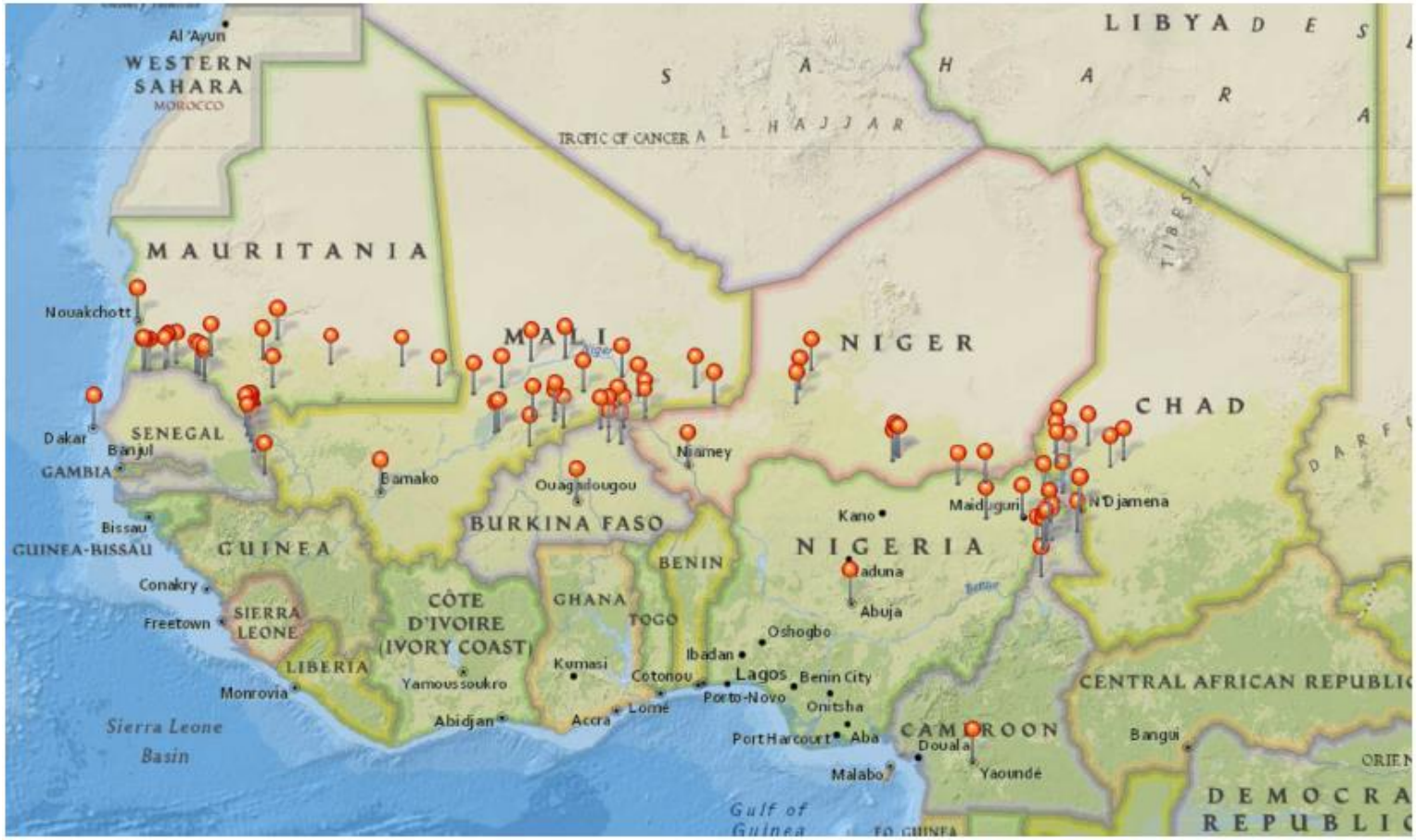
38 entretiens
Villages de 6 localités
Langues : Mandara, Fulfuldé, Arabe-choa, Kotoko, Kanuri, Gamargou, Podoko, Matal, Mafa et Kapsiki

Mali - 9 enquêteurs
8'000 km – 12 jours

147 entretiens
Villages de 15 localités
Langues : Fulfuldé, Tamasheq, Arabe-Hassanite

Mauritanie - 6 enquêteurs
2'500 km – 7 jours

88 entretiens
Villages de 16 localités
Langues : Pulaar, Hassanya, Wolof



Niger - 9 enquêteurs
4'000 km – 6 jours

100 entretiens
Villages de 12 localités
Langues : Haoussa, Tamasheq, Fulfuldé

Nigeria - 9 enquêteurs
1'600 km – 7 jours

120 entretiens
Villages de 8 localités
Langues : Anglais, Hausa, Yoruba, Ibo

Sénégal - 6 enquêteurs
2'800 km – 6 jours

74 entretiens
20 villages
Langues : Wolof, Français

Tchad - 8 enquêteurs
2'000 km – 6 jours

71 entretiens
Villages de 8 localités
Langues : Arabe local, Kanembou, Boudouma

8 capitales
8 entretiens de groupe

80 personnes ressources

MENTION ET REMERCIEMENTS

Responsables de la recherche

Rapport national

Dr. Amadou OUMAROU, socio-anthropologue, enseignant-chercheur à l'Université Abdou Moumouni de Niamey et chercheur au LASDEL

Enquête terrain

Dr. Kadidia ALI GAZIBO, politologue, enseignant-chercheur à l'Université de Tahoua

Pour mener à bien cette recherche, l'équipe nationale s'est entourée des personnes suivantes :

Enquêteurs

Un remerciement tout particulier est adressé aux enquêteurs qui se sont rendus dans des régions frontalières parfois dangereuses pour recueillir les perceptions de leurs habitants.

Idi SANOUSSI, master en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey
Mohamed MOUSSA, master en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey
Manou NABARA HAMIDOU, master en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey
Amadou BOUBACAR, master en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey
Yacoudima TCHIROMA, master en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey
Maina GREMA SANI, master en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey
Maman TASSIOU, doctorant en sociologie et anthropologie, Université Abomey Calavi (Bénin)
Watakane MOHAMED, maitrise en sociologie

Nous remercions également les enquêtés, ainsi que toutes les personnes et autorités qui ont soutenu les équipes dans leur travail d'enquête. Enfin, nous souhaitons remercier tous les participants à l'entretien de groupe en capitale pour leurs contributions riches et variées.

Experts thématiques

Dr. Moulaye HASSANE, islamologue, chercheur à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH), Université Abdou Moumouni de Niamey
Dr. Issoufou YAHAYA, historien et politologue, enseignant-chercheur à l'Ecole Normale Supérieure (ENS), Université Abdou Moumouni de Niamey
Moussa MOHAMED, sociologue, consultant indépendant

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ p.1

INTRODUCTION p.3

ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ p.5

1. L'État nigérien, entre normes et pratiques de sa non-confessionnalité
La multiplication des associations islamiques
Les rapports au religieux des hommes d'État
Une récurrence des revendications à caractère religieux

2. La relation État-citoyen à travers l'enjeu sécuritaire
De l'affaiblissement de l'État…
…à la construction d'un nouveau type de citoyen

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ p.14

1. La frontière comme opportunité
Des transits des produits de consommations et d'équipement forts profitables
Des espaces attractifs pour la migration des jeunes
Un brassage social et culturel qui amenuise les frontières

2. La frontière comme menace
Un sentiment d'insécurité partagé
Un contrôle des personnes plus difficiles pour les forces de sécurité
Une économie plus vulnérable à l'insécurité

RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS p.19

1. Le sens émique des concepts clés de l'étude

2. Les facteurs de prédisposition
L'absence quasi-permanente de l'État
Les conditions socio-économiques
Les effets de la migration des jeunes

3. Les facteurs de radicalisation
L'instrumentalisation de la religion
L'économie de l'insécurité
L'absence de régulation des médias

ROLE DES FEMMES ET DES JEUNES p.29

1. Les femmes, un potentiel mobilisable au-delà de la vulnérabilité
2. De la manipulation à la récupération de la jeunesse

QUE FAIRE ? p.33

BIBLIOGRAPHIE p.35

RÉSUMÉ

Zones d'enquête

La perception de l'insécurité a été abordée sur deux sites majeurs (Tchintabarden et Zinder) avec un regard éclairé sur un site témoin (zone nord Tillabéry). C'est à Tchintabaraden, chef-lieu de département et de commune urbaine du même nom, que la première rébellion touarègue s'est déclenchée en 1990. Les principales communautés présentes sont Touarègue, Arabe, Peuhl et Haoussa. C'est également à Tchintabaraden que sera organisée, quinze ans plus tard, « la flamme de la paix [1]» symbolisant la réconciliation nationale. Aujourd'hui, si l'activité principale reste l'élevage, la zone demeure également un espace de forte présence de divers trafics (armes, drogue, cigarettes, etc.). Enfin, en plus d'être espace de transit pour la migration vers le Nord, Tchintabaraden a constitué l'espace d'accueil des retournés et des refoulés de la Libye suite aux évènements survenus avec la chute de Kadhafi en 2011. Tout d'abord retenue pour sa proximité avec le Nigéria, pays de production et de diffusion de différentes sectes religieuses, Zinder est pour sa part une ville de forte expression de courants religieux avec des oulémas de renom au niveau sous-régional. Les principales communautés de la zone d'enquête sont Haoussa, Kanouri, Peuhl, Toubou, Arabe ou Djerma et l'activité principale est l'agriculture. Un autre aspect non moins important relevé à Zinder, est la présence d'organisations de jeunes appelés « palais » qui créent un risque d'insécurité dans la ville et dans la zone en général. Les palais, loin d'être de simples regroupements de jeunes à l'image des « Fadas[2] », constituent des espaces de recrutement de jeunes ayant une stratégie revendicative violente aussi bien vis-à-vis de l'État et du pouvoir coutumier que des parents. L'analyse de la question de l'insécurité au Niger ne saurait être complète si on laissait de côté la question épineuse de la situation du nord Tillabéry. En effet, dans cette zone, une milice peuhle est en passe de devenir une force violente connectée aux mouvements jihadistes maliens. Une reconstitution de l'évolution de l'insécurité dans la zone a été faite à partir des données documentaires et empiriques (cf. annexe IV) en vue de mieux contextualiser cette question d'insécurité à l'échelle nationale.

État et citoyenneté, religion et identité

Les comportements des hommes d'État au quotidien mettent à mal la non-confessionnalité de l'État supposée instaurer une séparation stricte entre politique et religion. La multiplicité des associations islamiques dans l'espace nigérien a eu pour conséquence immédiate l'émergence de nouveaux acteurs de production du savoir islamique, la déconcentration de sa diffusion et le développement de nouveaux réseaux de circulation du discours religieux. Les revendications à caractère religieux, lorsqu'elles se multiplient et se régularisent, deviennent des prémisses d'une radicalisation qui participent à dépouiller les citoyens de leur sens du nationalisme. La rupture des repères et l'incapacité de réaliser le rêve minimal des jeunes acteurs est source de révolte et de violence. La démission de l'État dans ses rôles régaliens de protection de la population crée un sentiment d'abandon et de frustration chez les individus et les pousse à trouver un refuge dans les registres communautaristes ou régionalistes.

Relations intercommunautaires et transfrontaliarité

Les diverses formes de sociabilité (échanges intercommunautaires) réduisent la frontière en tant que norme officielle et facilitent la mobilité des personnes et des biens. Pour de nombreux habitants frontaliers, l'identité communautaire ou religieuse qu'ils partagent avec leurs voisins de l'autre côté de la frontière prime sur leur identité nationale. La frontière constitue d'autre part un espace d'opportunités de travail pour toutes les couches sociales, un lieu de disponibilité et d'accessibilité des produits de premières nécessités, donc un espace qui participe à la réduction des inégalités

[1] La flamme de la paix a été organisée en septembre 2005 pour marquer la fin de la rébellion touarègue à travers l'autodissolution de tous les fronts. Elle a consisté à une incinération des armes de guerres à Tchintabaraden.

[2] Les Fadas sont des espaces de regroupement de jeunes d'un même quartier ou partageant les mêmes affinités. Ces espaces constituent des cadres de débats et de socialisation pour les jeunes.

sociales. Cette opportunité peut aussi se transformer en une certaine dépendance, notamment d'un point de vue économique. Cette fluidité de la mobilité rend difficile le contrôle de la frontière par les forces de défense et de sécurité et favorise la circulation des armes, des drogues, des maladies, etc., sources d'insécurité. La situation de brassage transfrontalier sur les sites favorise le risque d'attentats, de fraude et de trafic illicite.

Radicalisation : indices et processus

L'absence de justice, ou plutôt le ressenti d'absence d'une justice équitable, crée des frustrations qui conduisent à une prise en charge individuelle (« banditisme armé ») ou collective des problèmes (rébellion pour revendiquer, milice pour se protéger). La précarité économique et sociale prédispose les personnes vivant à la frontière à des comportements radicaux et violents. Le manque de régulation de l'expression religieuse, notamment dans les médias, et l'utilisation de la religion à des fins économiques et politiques favorisent également le développement de comportements radicaux.
Il convient de souligner que si les populations ressentent une augmentation de l'insécurité et de la violence aux frontières, ils ne l'associent quasiment jamais à la présence de discours/pratiques/groupes religieux radicaux. D'autre part, les perceptions recueillies soulignent que l'insécurité en tant que phénomène transfrontalier est une industrie qui profite à une chaine d'acteurs à la fois locaux, nationaux et internationaux.

Rôle des femmes et des jeunes

Les enquêtés ont souligné la fragilité (physique et morale) des femmes et des enfants qui les rend vulnérables face aux diverses formes d'insécurité à la frontière. Cette vulnérabilité est au fondement d'une manipulation à la fois politique (électorat) et idéologique (religieuse, communautaire et économique). Toutefois, il est admis que les femmes et les jeunes sont des vecteurs de paix durable lorsqu'ils sont impliqués dans la prise de décision et dans l'application des actions prévues contre l'insécurité.

Thèmes de réflexion

Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêté(e)s et des observations réalisées sur le terrain, étayées par des analyses et des discussions avec différents acteurs pertinents, les pistes de réflexion suivantes se dégagent :

Pour l'État :

- renforcer l'appartenance à la nation via des investissements sociaux ;
- renforcer la crédibilité des débats portés sur la place publique.

Pour les chefs religieux et coutumiers :

- participer de manière systématique et concertée au renforcement de la cohésion sociale ;
- renforcer les mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

INTRODUCTION

Au départ de Niamey et durant six jours, neuf enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 4'000 km afin de mener 100 entretiens dans les villages de 12 localités aux frontières avec le Mali (zone de Tchintabaraden) et le Nigeria (zone de Zinder). Cette enquête a permis d'identifier 10 personnes ressources qui ont ensuite été conviées à Niamey pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leur zone frontalière. L'analyse des résultats présentée dans ce rapport est par ailleurs étayée d'informations recueillies sur la bande nord Tillabéry, dans le département de Banibangou, et de contributions d'experts nationaux thématiques.

Le choix de ces zones se justifie par leurs spécificités en matière d'insécurité dans le pays.

Tchintabaraden

C'est à Tchintabaraden, chef-lieu de département et de commune urbaine du même nom, que la première rébellion touarègue s'est déclenchée en 1990. Les principales communautés présentes sont Touarègue, Arabe, Peuhl et Haoussa. C'est également à Tchintabaraden que sera organisée, quinze ans plus tard, « la flamme de la paix [3]» symbolisant la réconciliation nationale. Aujourd'hui, si l'activité principale reste l'élevage, la zone demeure également un espace de forte présence de divers trafics (armes, drogue, cigarettes, etc.). Enfin, en plus d'être espace de transit pour la migration vers le Nord, Tchintabaraden a constitué l'espace d'accueil des retournés et des refoulés de la Libye suite aux évènements survenus avec la chute de Kadhafi en 2011.

Zinder

Tout d'abord retenue pour sa proximité avec le Nigéria, pays de production et de diffusion de différentes sectes religieuses, Zinder est une ville de forte expression de courants religieux avec des oulémas de renom au niveau sous-régional. Les principales communautés de la zone d'enquête sont Haoussa, Kanouri, Peuhl, Toubou, Arabe ou Djerma et l'activité principale est l'agriculture.

Zinder est aussi une ville où les positions radicales sur les questions religieuses sont observées, par exemple lors de l'opération « *bujébujé* »[4] en 1990, ou encore lors de la marche contre le code de la famille, de la marche contre l'organisation de la FIMA (Festival International de Mode Africaine) en 2000, des violences contre trois églises en 2012 et plus récemment, lors de la marche violente avec incendie d'églises et de bars en 2015 suite à la participation du Président de la République à la marche de Charlie Hebdo à Paris. Enfin, un autre aspect non moins important relevé à Zinder, est la présence d'organisations de jeunes appelés « palais » qui créent un risque d'insécurité dans la ville et dans la zone en général. Les palais, loin d'être de simples regroupements de jeunes à l'image des « Fadas[5] », constituent des espaces de recrutement de jeunes ayant une stratégie revendicative violente aussi bien vis-à-vis de l'État et du pouvoir coutumier que des parents.

Nord Tillabéry

L'analyse de la question de l'insécurité au Niger ne saurait être complète si on laissait de côté la question épineuse de la situation du nord Tillabéry. En effet, dans cette zone, une milice peuhle est

[3] La flamme de la paix a été organisée en septembre 2005 pour marquer la fin de la rébellion touarègue à travers l'autodissolution de tous les fronts. Elle a consisté à une incinération des armes de guerres à Tchintabaraden.
[4] L'opération *bujébujé* a consisté dans la ville de Zinder à molester toute fille qui se trouverait dans la rue vêtue d'une jupe (*bujé*) considérée comme religieusement indécente et culturellement impolie.
[5] Les Fadas sont des espaces de regroupement de jeunes d'un même quartier ou partageant les mêmes affinités. Ces espaces constituent des cadres de débats et de socialisation pour les jeunes.

en passe de devenir une force violente connectée aux mouvements jihadistes maliens. Une reconstitution de l'évolution de l'insécurité dans la zone a été faite à partir des données documentaires et empiriques en vue de mieux contextualiser cette question d'insécurité à l'échelle nationale.

Lors de la collecte des données, le choix des enquêtés a été opéré à partir des groupes stratégiques identifiés lors des lectures exploratoires et complétés lors des enquêtes sur le terrain. Le tableau ci-dessus fait le point des entretiens réalisés par site et par groupe stratégique.

	Tchintabaraden	Zinder	Total
FDS	3	3	6
Confréries et mouvements religieux	2	7	9
Chefs coutumiers	3	9	12
Jeunes chrétiens (voir l'église, archevêque)	0	2	2
Services techniques	9	4	13
Associations et Fada des jeunes	8	6	14
Groupements de femmes (leaders féminins, veuves des actions violentes liées à l'insécurité)	8	4	12
Leaders locaux (partis politiques, mécènes, commerçants)	9	5	14
ONG humanitaires qui interviennent sur les questions de l'insécurité	0	3	3
Refoulés et retournés de la Libye	4	1	5
Ex-combattants de rebellions	4	0	4
Miliciens de Tassara	1	0	1
Syndicat taxi moto	o	5	5
Total	50	50	100

L'analyse du recueil inédit de la parole des populations locales les plus vulnérables et concernées par l'enjeu sécuritaire dans les zones frontalières du Sahel se structure autour de quatre considérations exemplaires de la complexité du sujet d'étude. En effet, le présent rapport permet d'abord de situer les perceptions à travers des éléments de contextualité - État et citoyenneté, religion et identité (I) -, avant de relever les perceptions des relations intercommunautaires et de la transfrontaliarité (II). Ces deux premières étapes facilitent la compréhension des indices et processus de radicalisation (III), avant de mettre en perspective les rôles des femmes et des jeunes (IV). Le rapport conclut sur des pistes de réflexion.

ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- La multiplicité des associations islamiques dans l'espace nigérien a eu pour conséquence immédiate l'émergence de nouveaux acteurs de production du savoir islamique, la déconcentration de sa diffusion et le développement de nouveaux réseaux de circulation du discours religieux.
- Les comportements des hommes d'État au quotidien mettent à mal la non-confessionnalité de l'État supposée instaurer une séparation stricte entre politique et religion.
- Les revendications à caractère religieux, lorsqu'elles se multiplient et se régularisent, deviennent des prémisses d'une radicalisation qui participent à dépouiller les citoyens de leur sens du nationalisme.
- La rupture des repères et l'incapacité de réaliser le rêve minimal des jeunes est source de révolte et de violence.
- La démission de l'État dans ses rôles régaliens de protection de la population crée un sentiment d'abandon et de frustration chez les individus et les pousse à trouver un refuge dans les registres communautaristes ou régionalistes.

1. L'État nigérien, entre normes et pratiques de sa non-confessionnalité

> *« Dans notre pays, la religion est devenue par la force des choses un terrain glissant. Selon l'usage qui en est fait, elle participe à la construction ou à la destruction de l'image sociale et politique des acteurs au sommet de l'État »* (propos d'un participant à l'entretien de groupe du 2 juillet 2015).

La constitution de la République du Niger consacre en son article 03 la séparation de l'État et de la religion. Ainsi, le Niger est un pays non confessionnel. La population musulmane, estimée à plus de 98%, met quelque peu à mal le discours officiel de non-confessionnalité. Une importante littérature (Moulaye, 2005, Moulaye et Doka, 2009 ; Moulaye, Doka et Bawa, 2006, Sounaye, 2011) a montré que ce discours perd progressivement en soutien et en contenu en raison des pratiques régulières de différents acteurs (à la fois étatiques et non étatiques). Plusieurs aspects permettent de formuler l'hypothèse d'une montée islamiste au Niger bien que la connotation reste encore moins inquiétante par rapport aux pays qui l'entourent (Nigéria et Mali pour l'essentiel). Ces aspects peuvent être résumés autour des points qui suivent.

1.1 La multiplication des associations islamiques

Avant 1990, le Niger ne disposait que d'une seule association islamique appelée Association Islamique du Niger (AIN). Mais à partir de la démocratisation de la vie publique (1991), plusieurs associations religieuses ont vu le jour et se sont entretemps multipliées et développées. Ainsi, 17 associations ont été recensées en 2002, puis 36 en 2003 et 50 en 2005 (Moulaye, Doka et Bawa, 2006). En 2014, les estimations[6] font état d'environs 200 associations toutes catégories confondues. Moulaye (2015) les classes en cinq grandes sensibilités :

[6] Il manque des statistiques récentes sur le nombre d'associations religieuses au Niger. Nous nous basons sur les chiffres avancés par les participants de l'entretien de groupe du 02 juillet 2015.

- Les associations d'obédience confrérique (*tidjaniya* et *qadiriya*) : elles apparaissent comme les plus modérées et proches du pouvoir public, à l'instar de l'association Nigérienne pour l'Appel et la Solidarité Islamique (ANASI). Cette dernière mobilise les intellectuels et s'est engagée dans des reformes sociales importantes dont celle portant sur la place de la femme dans la société musulmane et sur le code de la famille.

- Les « *Jama'atu Izâlatu-l-bid'awaIqâmatu-s-Sunna* », connues sous le nom des *Izaala :* elles constituent les mouvements qui luttent pour la suppression de l'innovation dans les pratiques islamiques et veillent à restaurer l'orthodoxie de l'Islam.

- Les associations*« kallakato »* : davantage présentes dans les grands centres urbains, elles sont plus strictes dans l'application des préceptes contenus dans le Coran (sans faire référence à la tradition du prophète de l'islam).

- La Goungouniyya et les « muslim brothers » (chiites) : ces deux derniers groupes sont les plus radicaux et prônent l'application de la *shari'a*. Ils sont inspirés des courants nigérians et ont leur guide spirituel dans ce pays. Ils sont le plus présents à la frontière nigériane (Birni N'Konni, Maradi et Zinder).

La multiplicité de ces associations dans l'espace nigérien a eu pour conséquence immédiate l'émergence de nouveaux acteurs de production du savoir islamique (les jeunes et les femmes), la déconcentration de sa diffusion (multiplication des medersas et des *makaranta*, l'apparition de librairies et « discothèques islamiques »[7]) et le développement de nouveaux réseaux de circulation du discours islamique. Ces espaces de production et de diffusion du savoir islamique deviennent aussi des espaces de sociabilité par excellence où sont diffusées les cultures arabes.

Il convient ici de rappeler que l'histoire de la pénétration de l'islam au Niger se situe autour des années 1664 (Djibo, 2007). Au départ, l'islam avait un contenu social, il était adapté au contexte culturel au point de ne pouvoir dissocier les valeurs typiquement traditionnelles de celles relevant de la religion musulmane. C'est avec la colonisation que fut introduite une rupture dans le paysage religieux, notamment du fait de la tentative de contrôle du mouvement des oulémas, de la promotion de ceux qui avaient accepté de collaborer avec l'administration coloniale, et du renvoi des éléments les plus virulents vers les pays arabes, notamment en Arabie et au Soudan. Cette politique s'est poursuivie après les indépendances, avec un contrôle par l'État de tous les sermons faits dans les mosquées lors des prières du vendredi.

Mais après la Conférence nationale (juillet à novembre 1990), le pays a entamé un processus de décentralisation de la gouvernance et une libéralisation de la parole. Les oulémas qui n'avaient pas eu la parole avant la Conférence nationale sont revenus - portés par le courant religieux en vogue du wahhabisme – animés d'un esprit revanchard pour tout mode d'action. Ainsi, leur discours est structuré autour d'un affront fait à l'État et au courant traditionaliste.

1.2 Les rapports au religieux des hommes d'État

La « non-confessionnalité de l'État » se veut d'une séparation stricte de l'État et du religieux. Au-delà de ses aspects normatifs, cette séparation se mesure à travers les comportements des acteurs publics, et précisément ceux qui gèrent l'État, vis-à-vis de la sphère religieuse. Au Niger, les comportements des hommes politiques, y compris ceux en charge de la gestion de l'État, se

[7] L'expression « discothèque islamique » est utilisée par Abdoulaye Sounaye (2011) pour qualifier les espaces (boutiques) de vente de cassettes et/ou DVD de prêches de divers prédicateurs et courants religieux.

caractérisent par des faits et gestes religieux qui n'engagent pas seulement les acteurs individuels, mais aussi l'État en tant qu'institution.

Les exemples qui illustrent cet état de fait sont : l'invite à des prières collectives lors d'évènements malheureux (sécheresses, inondations, attaques de Boko Haram[8]) ; l'organisation de ruptures collectives de jeûne à l'intention de divers corps socioprofessionnels par le Chef de l'État au siège même de la Présidence de la République ; les visites de hauts responsables des partis politiques aux Oulémas en période électorale ; la référence au Livre saint dans les prestations de serment des hauts responsables de l'État, etc. Ces types d'actions, au-delà des individus qui les initient, tendent à établir une passerelle entre l'État et la religion (cf. encadré ci-dessous).

PARTIS POLITIQUES, ISLAM ET LAÏCITÉ

Bien qu'il soit difficile, par manque de preuves irréfutables, d'établir un lien direct entre partis politiques et associations islamiques, force est de constater que la majorité des partis porte un nom à consonance musulmane, puisé dans le lexique théologique par l'intermédiaire des langues locales fortement influencées par la terminologie coranique. Par ailleurs, si les leaders des partis ont du mal à s'afficher avec les religieux, tous ont pris la précaution d'établir des passerelles. Il convient ici de se rappeler que lors de l'élaboration de la constitution à la fin de la transition de 1999, le débat a été houleux entre ténors de la laïcité, représentés par l'intelligentsia formée à l'école française, et les groupes socioculturels du terroir dopés parce que convaincus de l'échec puis de l'effondrement du système hérité de la colonisation.
Après de vifs débats, un compromis fut trouvé et le terme laïcité fut remplacé par *la non confessionnalité de l'État*, ce qui n'est pas loin de ce que défendaient les ténors de la laïcité qui ont par ailleurs obtenu l'inscription dans la constitution qu'aucun parti politique n'est autorisé à utiliser des slogans religieux dans sa propagande. Pour les plus acquis à la cause de l'inscription de l'islam en tant que religion d'État, à défaut de la *shar'ia* comme loi fondamentale, la disparition du terme laïc de la constitution était déjà une bénédiction divine et la dynamique actuelle de l'islam au Niger conduira inévitablement à un État islamique. Ce n'est donc que partie remise en ce sens que l'évolution reste favorable et le temps travaille pour cette cause juste.

Extrait de l'ouvrage de Moulaye Hassane paru en 2015

Par ailleurs, les hommes d'État utilisent assez souvent la religion pour atteindre des objectifs politiques. Depuis l'avènement de la démocratie, un lien fort a été établi de fait entre l'État et la religion, mais pour faire profiter les animateurs de l'appareil étatique. La référence à l'islam donne aux hommes politiques une aura certaine, une popularité, parce qu'elle les rend justes et intègres au regard de leur auditoire. Cette référence à la religion est faite à travers les discours, les interviews médiatisés, les visites de sites de portée religieuse, la construction d'édifices à caractères religieux, les financements de voyages de pèlerinage pour des militants, etc. Tous ces actes qui dans le fond sont isolés, portent des enjeux importants autour de l'usage du religieux.

> « *L'islam est utilisé à titre de campagne politique. On constate une prolifération de mosquées avec la nomination des imams, alors que normalement la gestion des mosquées doit être sous la coupe de l'autorité* » (un enquêté de la ville de Zinder, 19 juin 2015).

Au-delà de ces actions, il existe des revendications d'ordre religieux qui se multiplient dans le temps et se diversifient dans leur nature.

[8] Le 1er mai 2015, qui est normalement consacré à la fête du travail, a été décrété journée de prière par toutes les centrales syndicales et les autorités publiques pour le repos des âmes des disparus (soldats et civils), suite aux attaques de l'île de Karamga (Diffa) par Boko Haram le 27 avril 2015.

1.3 Une récurrence des revendications à caractère religieux

Les premières revendications à caractère religieux sont enregistrées en 1990 et se sont depuis lors multipliées. Elles ont commencé à Zinder avec ce qui a été désigné comme l'« opération *bujé* » qui s'en est prise à des jeunes filles portant des jupes. Elles ont été molestées dans la rue tandis que leurs jupes étaient déchirées. Cette action fut organisée par des groupuscules religieux qui considéraient la jupe comme indécente tant sur le plan religieux que culturel. En 2000, plusieurs associations religieuses ont manifesté contre l'organisation de la FIMA (Festival International de Mode Africaine) à Niamey. Cette manifestation a été violente et s'est étendue aux autres centres urbains comme Maradi et Zinder. Plusieurs églises, bars et maisons closes ont été brûlés. La riposte du gouvernement a été de dissoudre les associations impliquées et d'arrêter leurs leaders. En 2012, dans la ville de Zinder, trois églises ont été pillées et brûlées et des slogans anti-américains ont été scandés suite à la sortie d'un film à thématique islamophobe.

Une autre forme de revendication à caractère religieux tend à se développer à partir d'influences extérieures issues de conflits entre musulmans et non-musulmans. Le conflit israélo-palestinien est assez illustratif car considéré au Niger comme une guerre entre mécréants et musulmans et participe d'une exacerbation de l'identité religieuse de nombreux musulmans nigériens. Ceci est exprimé à travers diverses déclarations et marches de soutien qui dénotent le caractère collectif de la revendication d'une identité populaire religieuse. Citons par exemple tout d'abord la manifestation en 2002 suivie de la déclaration pro-palestinienne des partis membres de la Coordination de Forces Démocratiques (CFD) ; ensuite, en janvier 2009 et en juillet 2014, plusieurs appels à manifestation et à des prières collectives en faveur du peuple palestinien ont été lancés par les structures de la société civile. Ces manifestations pro-palestiniennes sont le plus souvent relayées dans les mosquées par des prêches virulents qui créent un sentiment de haine à la fois vis-à-vis des israéliens, mais bien plus vis-à-vis des pays occidentaux qui les soutiennent. Il se développe ainsi une forme d'idéologie anti-Israël et anti-Occident qui est largement exploitée tant par les intellectuels arabisants (qui contrôlent les espaces de diffusion des discours islamiques) que par les politiciens de tout ordre (du pouvoir comme de l'opposition).

Récemment, en janvier 2015, dans trois grandes villes du pays (Niamey, Zinder et Agadez), des manifestations à caractère religieux ont été organisées suite à la participation du Président de la République à la marche de soutien de Charlie Hebdo à Paris. Ces manifestations ont été très violentes et se sont soldées par la mort d'une dizaine de personnes et plusieurs églises et bars saccagés et brulés. A noter que le collectif « sauvons le Niger » avait dénoncé une marche du Président de la République « *aux côtés des responsables d'odieux crimes contre l'humanité, notamment en Palestine* ».

Ce rappel historique des formes de revendication à caractère religieux, bien que non exhaustif, montre des signes de tension et de violence même si, dans le fond, elles restent encore ponctuelles et isolées. Ce qui est à craindre est l'influence que des évènements externes et même lointains peuvent avoir sur ce contexte national où le registre républicain n'est pas la seule base de construction des identités individuelles.

2. La relation État-citoyen à travers l'enjeu sécuritaire

> *« Le Niger a été secoué au cours des années 1990 et 2000 par une série de rébellions et de coups d'État qui ont eu un impact significatif sur la sécurité, la stabilité et le développement du pays, ainsi que sur la cohésion nationale et le bien-être des populations »* (extrait du Document de vision du HACP, 2013).

Le contexte politique au Niger reste marqué par un processus de démocratisation et de décentralisation toujours en cours[9], facilité depuis 2011 par la tenue des élections locales et régionales qui a permis l'installation des conseils communaux et régionaux dans tout le pays. Par ailleurs, la mise en place d'une Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), structure rattachée à Présidence de la République, a permis de créer un cadre de réflexion et d'identification des signes avant-coureurs de conflit et des actions préventives appropriées. L'intégration au sein de cette structure d'acteurs sécuritaires (FDS, Services de renseignements, Unités locales de sécurité), de chefs coutumiers, d'autorités traditionnelles locales, d'institutions chargées de l'exécution des lois, ou encore de forces non officielles (sociétés de sécurité privées, milices)[10], a permis de percevoir désormais la sécurité comme « un bien public » et un phénomène social complexe. Cette vision du concept n'a cependant toujours pas permis à l'État nigérien d'assumer pleinement ses tâches régaliennes afin d'instaurer une confiance régulière au sein de la population.

2.1 De l'affaiblissement de l'État…

La capacité de l'État à prendre en charge la sécurité des populations vivant sur son espace territorial est un des éléments au cœur de l'analyse État-citoyen. En effet, les populations aux frontières vivent des situations de stress particulières dues à l'incapacité de l'État à faire face aux menaces causées par deux évènements majeurs :

L'explosion du régime Khadafi et la guerre au Mali **:**

L'intervention de l'OTAN en 2011 en Libye a eu pour principales conséquences la chute du régime de Kadhafi et la déstabilisation socio-économique et sécuritaire de l'ensemble de la zone sahélo-saharienne. C'est dans ce sens que Bayala (2012) explique que la chute du colonel Kadhafi a entrainé la débandade de ses combattants (libyens, nigériens et maliens) lourdement armés, le pillage de plusieurs casernes et arsenaux de la Libye occasionnant une circulation massive d'armes dans la bande du Sahel, et le retour sans perspective réelle d'avenir de nombreux travailleurs immigrés subsahariens de la Libye. En effet, l'effondrement du régime de Kadhafi a entraîné le retour des touaregs maliens dans leur pays avec armes et bagages et l'explosion de diverses formes de trafics à ses frontières (drogue, armes, personnes et produits alimentaires) qui constituent des réelles sources d'insécurité dans le nord du Niger.

La conséquence visible de l'attaque occidentale en Libye est incontestablement la guerre au Mali survenue à la suite de la création du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA). La présence de ce mouvement a favorisé l'émergence de plusieurs autres mouvements à connotation religieuse. Il s'agit d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), d'Ansar Dine, et du Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao*)*. L'alliance entre ces différents mouvements a entraîné la déstabilisation de l'État du Mali et provoqué plusieurs manifestations d'insécurité au Niger, dont les plus médiatisées sont les attaques contre le camp militaire d'Agadez, celle d'Aréva à Arlit et récemment à Banibangou, Ouallam et Mangaizé (villages situés dans la zone nord Tillabéry).

Quatre principaux aspects concourent à faire du Niger une cible et une victime des crises libyenne et malienne :

1. la porosité de ses frontières avec une Libye déstabilisée et émiettée par la présence de plusieurs clans, groupes terroristes et bandits armés disséminés, et un Mali occupé par des intégristes, disputé par la rébellion touarègue et investi de trafics criminels de tous genres ;

[9] Le processus de la décentralisation a été perturbé par trois coups d'État militaires en 1996, 2003 et 2010.
[10] Voir texte du consultant national Issoufou Yahaya, (2015 :5).

2. l'implication politique et militaire du Niger contre les rebelles et les groupes jihadistes opérant au Mali qui lui vaut des menaces et des actions d'infiltration et d'attaque comme celles contre le village de Mangaizé et les prisons civiles d'Ouallam et de Niamey ;
3. l'existence de liens socioculturels forts entre populations frontalières (touaregs, peuhls, sonrhaï) nigériennes et maliennes qui facilitent des mouvements d'infiltration difficiles à contrôler ;
4. la préexistence de tensions intercommunautaires depuis les années 1990 entre rebelles touaregs et la milice peuhle d'autodéfense du nord Tillabéry.

Extrait de l'ouvrage de Moussa paru en 2015

L'expansion de Boko Haram (actuel État Islamique de l'Afrique de l'ouest) :

Du côté sud, le Niger partage une frontière longue de 1500 kilomètres avec le Nigéria favorisant de multiples échanges sociaux et économiques. Depuis sa naissance en 2000, le mouvement Boko Haram est une vraie source d'instabilité et d'inquiétude à la frontière mais aussi sur l'ensemble du pays. En 2015, les actions de ce mouvement ont atteint la ville de Diffa et ses alentours avant de faire de la région du lac Tchad (Niger, Tchad et Cameroun) un espace de représailles. A Zinder, site frontalier du Nigéria, la menace de Boko Haram se nourrit de rumeurs de tout genre créant une psychose au sein de la population :

> « *Notre grande crainte c'est le risque que certains jeunes intègrent le mouvement Boko Haram. On entend dire qu'il y a des gens dans la ville qui négocient avec les jeunes qui n'ont pas d'emploi et leur proposent de l'argent. S'ils arrivent à embarquer certains, la ville sera la prochaine cible et ce serait grave pour nous* » (propos d'un commerçant de la ville de Zinder, le 18 juin 2015).

Cette menace s'exprime aussi à travers le désir de s'informer et de transmettre l'information reçue, au point où celle-ci devient une source d'insécurité :

> « *Les informations sur Boko Haram nous viennent de partout. Des voyageurs qui viennent de Diffa, des parents qui sont à Diffa et qui appellent au téléphone, des radios et télévisions qui nous bombardent d'informations. Celui qui prend au sérieux tout ce qu'il entend ne pourra même plus manger* » (propos d'un agent de la mairie de Zinder, entretien du 17 juin 2015).

Expliquant les raisons d'un tel mouvement, Bakary Sambe (2015) observe une ségrégation des élites au sein des services publics de l'État. Il conclut par le fait que ce mouvement résulte « *d'une frustration nourrie par un système éducatif dualiste dans un même pays : d'une part un système occidental dont les bénéficiaires suivent un cursus du primaire au supérieur, deviennent fonctionnaires de l'État et, de l'autre, le système arabophone d'où sont issus la plupart des marginalisés de la société, ceux qui peinent à avoir une place ou une situation respectable dans leur propre pays*[11] ».

A la question *« à quoi rêve-t-on quand a 20 ans ici ?* », toutes les réponses des enquêtés convergent vers une idée générale : « *trouver du travail et fonder une famille* ». L'impossibilité d'accéder à ce rêve est source de désespoir, de frustration pour ces jeunes et les expose à la tentation des groupes terroristes. En effet, selon Moulaye (2015), les facteurs ayant déterminé le mouvement Boko Haram sont d'une complexité inextricable dans le sens où ses dirigeants tirent parti de l'économie, de la politique, de l'histoire, de l'ethnoculturel et de la religion. « *En privilégiant une approche religieuse dans sa propagande, Mohamed Youssouf (idéologue du mouvement Boko Haram) a su choisir ce qu'il*

[11] Livre de Bakary Sambe : l'argent de Boko-Haram, publié le 14/05/15 in http://www.senxibar.com, consulté le 26/06/15

y a de plus enraciné dans l'inconscient des populations ; une contre-proposition qui pointe du doigt tous les aspects relevant de l'insuffisance de la gouvernance sociale, politique économique et culturelle des États dits modernes, construits selon le modèle occidental à l'origine, selon lui, du mal-vivre des communautés. C'est ce qui justifie l'attractivité de la doctrine et son influence qu'elle a exercé, ou qu'elle continue d'exercer, sur les jeunes de la région touchée par son action ». Sa spécificité réside dans sa cruauté, sa rapide expansion et sa forte capacité de mobilisation populaire.

Face à de telles menaces, comme pour celles relevant du banditisme, *l'État appelle à la collaboration de la population à travers la dénonciation* de toute personne suspectée. Mais cette forme de collaboration est en butte à deux principales difficultés :

- *Une faible réactivité des services de sécurité de proximité :* ces services (police et gendarmerie) sont accusés, à tort ou à raison, d'être peu efficaces en cas d'alerte. Par exemple, certains espaces sont réputés être dangereux du fait de l'insécurité récurrente qui y existe sans que des mesures pérennes ne soient jamais prises par les services de sécurité.

> « *Il y a des voies qui ne sont pas sécurisées ici à Zinder et je peux t'en citer une trentaine : Garin Liman, Kaouboul, Madataï, Itchen-Goro, Kadamari, etc. On a vraiment peur de ces voies, tout peut y provenir. Les FDS sont bien au courant des cas de trafic qui se font, mais ils ne font rien du fait de la corruption* » (propos d'un commerçant de la ville de Zinder, 18 juin 2015).

De même, la dénonciation peut devenir une source d'insécurité du fait du manque de protection des auteurs.

> « *Comment voulez-vous que les gens fassent de la dénonciation alors qu'ils peuvent être la cible de ces bandits la nuit suivante. Les forces de l'ordre, en interpelant le suspect, leur révèle la source de leur information. Et comme une personne n'est prévenue que lorsqu'il y a des preuves contre elle, eh bien, elle fait du dénonciateur son ennemi principal* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

Les chefs coutumiers qui sont des acteurs relais de l'administration au niveau local, eux aussi ne se sentent pas toujours protégés.

> « *S'ils savent celui qui les dénonce auprès des services compétents, ils n'hésiteront pas à le tuer ! C'est pourquoi nous avons tous peur de dénoncer* » (propos d'un chef de quartier de la ville de Zinder, 19 juin 2015).

- *Une complicité tacite de certains acteurs dans l'insécurité locale :* les multiples attaques, qui dénotent la fragilité de l'État sur le plan sécuritaire, sont aussi l'expression d'une infiltration de certains membres de la population locale.

> « *Dans la plupart des cas, les attaques s'opèrent avec la complicité de certaines personnes au niveau local ce qui explique leur efficacité* » (propos d'un participant lors de l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

2.2 …à la construction d'un nouveau type de citoyen

La fragilité de l'État, exprimée par son incapacité à protéger les populations face à la diversité des menaces (extérieures et intérieures), est attestée par deux faits majeurs :

a) la présence des forces extérieures dans le pays, perçue comme une résignation de l'État face à ses obligations.

Que pensez-vous des forces armées extérieures dans votre pays ? (réponse à choix multiples)					
	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt défavorable	Très défavorable	Aucun avis
Forces armées africaines	1	53	46	0	0
Forces armées occidentales	0	30	69	0	0
Forces armées internationales	1	27	71	0	0

Source : enquête HD, juin 2015

Le tableau ci-dessus montre que 53% des enquêtés sont favorables à la présence des forces armées africaines sur le territoire national, parce qu'ils ne sont pas rassurés par l'action de l'armée nationale face aux multiples menaces pesant sur le pays. Par contre, 69% des même enquêtés sont défavorables à la présence des forces armées occidentales qu'elles considèrent comme une source d'insécurité et une « démission », une « incapacité » de l'État à faire face à ses devoirs vis-à-vis du peuple. Ceci peut expliquer dans les couches populaires le développement des réactions de solidarité primaire pour assurer leur propre protection.

b) l'émergence et la pérennité des milices d'auto-défense : en général, une milice se constitue en réponse à la faiblesse de l'État pour assurer la sécurité locale et la protection des membres de sa communauté et de leurs biens dans les espaces où existe une grande insécurité. Les principales milices sont la milice arabe de Tassara (nord Tchintabaraden), instaurée à la suite de la rébellion touarègue de 1990, la milice toubou et peuhle dans la région de Diffa et surtout la milice peuhle du nord Tillabéry. Cette dernière a été la plus médiatisée compte tenu de ses alliances avec les groupes islamistes Ansar Dine et Mujao du Mali et est entretenue pour faire face aux agressions extérieures (attaques touarègues pour l'essentiel) contre le cheptel des éleveurs peuhls.

> « *Nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que les Dawsak [sous-groupe touareg] viennent piller des familles et emporter les animaux. Même avertis, les FDS interviennent que lorsque leur carburant est pris en charge par la victime, et surtout, leur intervention n'est jamais probante. Depuis que nous avons la milice, les attaques se font rares* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

Du coup, la référence à la nation comme identité n'est plus spontanée chez ces acteurs locaux qui observent une désertion et un sentiment d'abandon de l'État (en termes de sécurité, d'investissement ou de service fourni) par rapport à leurs zones ou à leurs ethnies, rendant ainsi complexe le sentiment d'appartenance nationale. Parlant du problème d'eau à Zinder, un enquêté s'exprime en ces termes :

> « *Vous ne pouvez pas dire qu'un État, depuis plus de cinquante ans ne peut pas résoudre un problème d'eau dans une ville (…). La ville et ses habitants sont victimes d'une marginalisation étatique. On ne peut rien faire !!!* » (propos d'un jeune de la ville de Zinder, entretien du 18 juin 2015).

Et un autre enquêté dénonce le traitement différencié que subissent certaines communautés d'éleveurs :

> « *Lorsque dix éleveurs peuhls sont tués, personne n'en parle (…) lorsqu'un seul sédentaire est tué, toutes les télévisions et radios sont mobilisées, le ministre de l'intérieur se déplace et des mesures sont prises. Dans quel État sommes-nous où les vies des personnes ne se valent pas ?* »

Ces formes de déclarations sont assez courantes et montrent une forme de frustration des groupes vis-à-vis de L'État. Ces frustrations créent et entretiennent chez les acteurs concernés un sentiment clanique au détriment du sentiment national.

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- Les diverses formes de sociabilité (échanges intercommunautaires) réduisent la frontière en tant que norme officielle et facilitent la mobilité des personnes et des biens.
- Pour de nombreux habitants frontaliers, l'identité communautaire ou religieuse qu'ils partagent avec leurs voisins de l'autre côté de la frontière prime sur leur identité nationale.
- La frontière est un espace d'opportunités de travail pour toutes les couches sociales, un lieu de disponibilité et d'accessibilité des produits de premières nécessités, donc un espace qui participe à la réduction des inégalités sociales. Cette opportunité peut aussi se transformer en une certaine dépendance, notamment d'un point de vue économique.
- Cette fluidité de la mobilité rend difficile le contrôle de la frontière par les forces de défense et de sécurité et favorise la circulation des armes, des drogues, des maladies, etc., sources d'insécurité. La situation de brassage transfrontalier sur les sites favorise le risque d'attentats, de fraude et de trafic illicite.

1. La frontière comme opportunité

> *« La frontière, c'est comme un arbre, quand on est à côté, on profite de son ombre, de ses feuilles, de ses écorces, de ses branches sèches et de ses fruits. Mais lorsqu'il s'assèche, on devient orphelin, triste »* (propos d'un ressortissant de la ville Tchintabaraden, entretien du 19 juin 2015 à Niamey).

1.1 Des transits des produits de consommations et d'équipement forts profitables

Du fait de la frontière, la présence d'une diversité de produits de qualité et de faible coût constitue une opportunité importante pour les populations locales confrontées, notamment, assez souvent à une sous-production agricole due à des aléas climatiques divers.

> « *Les produits qui nous viennent de ces frontières sont moins chers parce que le coût du transport n'est pas élevé et très souvent les transporteurs contournent les postes de contrôle douanier* » (propos du président d'une association de jeunes, 20 juin 2015 à Zinder).

La zone de Tchintabaraden avec ses frontières (malienne et algérienne) et la proximité de celle de la Libye constitue un carrefour où transite une diversité de produits vivriers (pâtes alimentaires, dattes, jus, etc.) et électroménagers (télévisions, réfrigérateurs, cuisinières, etc.).

> « (…) *En effet, ce sont des vivres, des articles divers que des camions transportent depuis le sud algérien jusqu'à Tahoua au Niger avec comme transit la ville de Tchintabaraden. Ce sont des marchandises abordables pour la plupart des gens. A leur retour, les camionneurs vont charger des animaux (petits et gros ruminants), des céréales (mil) qu'ils vont acheminer à Tamanrasset* » (propos d'un chef de groupement touareg, entretien du 17 juillet 2015).

Zinder constitue pour sa part, un lieu de consommation de produits agricoles et industriels provenant du Nigéria.

> « *Des commerçants font deux à trois tours par jour pour se ravitailler en produits vivriers (mil, maïs)* » (un commerçant de la ville de Zinder, entretien du 20 juin 2015). Un autre enquêté ajoute : « *Sans le Nigéria, je me demande ce que seraient nos marchés. Notre principale source de ravitaillement, ce sont bien les villes frontalières du Nigéria. Nous dépendons d'eux parce qu'ils sont nos fournisseurs de produits et nous, leurs consommateurs. (…) Nous sommes donc interdépendants* » (propos d'un chef de quartier, entretien du 18 juin 2015 à Zinder).

La frontière est donc une opportunité d'accès à des produits à la fois diversifiés mais à aussi à faible coûts permettant ainsi, leur accessibilité à toutes les couches sociales de la zone. On peut dire que, d'une certaine manière, la frontière participe à la réduction des inégalités socioéconomiques.

1.2 Des espaces attractifs pour la migration des jeunes

Habiter à la frontière est considéré par les enquêtés comme une opportunité d'accès à diverses formes d'activités dans les pays voisins. A Tchintabarden, c'est surtout l'Algérie et la Libye qui constituent des terres d'accueil pour les jeunes migrants. La migration dans cette zone constitue une stratégie d'adaptation face à l'insuffisance chronique des ressources locales en permettant aux jeunes d'envoyer à leurs familles de l'argent, des vêtements et même des équipements.

> « *Avant la crise, tous les jeunes partaient en Libye. Dans chaque famille, il y avait au moins une personne qui y allait. C'est là-bas qu'on trouvait de l'argent. Il y avait toujours un travail à faire et c'était bien payé. En quelques mois, on pouvait réaliser beaucoup de choses. Tu pouvais revenir ouvrir un commerce ou acheter un véhicule pour faire du transport. Presque toutes les maisons que vous voyez ont été construites grâce à la migration* » (propos d'une enquêtée de la ville de Tchintabaraden, 19 juin 2015).

La migration est aussi un moyen pour se former et pour s'instruire. La plupart des jeunes de Zinder migrant vers le Nigéria y vont pour renforcer leurs connaissances en culture islamique (études coraniques pour l'essentiel).

> « *Les grandes villes du Nigéria (Sokoto, Kano, Katsina, Kaduna, etc.) sont envahies par des jeunes nigériens qui partent étudier le Coran et faire du commerce. La plupart des marabouts de cette ville sont passés par le Nigéria dans leur cycle d'apprentissage islamique* » (propos d'un chef religieux de la ville de Zinder, entretien du 20 juin 2015).

La migration pour les habitants à la frontière est une pratique régulière qui est fortement ancrée dans les habitudes sociales et économiques des populations. Cette mobilité à la frontière participe à la cohésion sociale et réduit la frontière en tant que norme officielle dans la conception locale.

1.3 Un brassage social et culturel qui amenuise les frontières

Généralement, vivent de part et d'autre de la frontière les mêmes communautés linguistiques et culturelles. Ce sentiment de double nationalité aux abords de la frontière (réelle ou imaginée) favorise les déplacements transfrontaliers et les échanges à la fois sociaux et économiques. Il ressort des enquêtes que les populations de Tchintabaraden comme celles de Zinder entretiennent un vaste réseau de parenté avec les populations du Mali, de la Libye et de l'Algérie pour les premières, et du Nigéria pour les secondes. Ces échanges sociaux constituent un avantage qui rend le patrimoine culturel des zones frontalières beaucoup plus riche et favorable à une solide intégration socioculturelle entre populations de ces zones voisines.

> *« (…) si on regarde le fond, moi, je ne sais vous dire qui je suis ! Je vis à Zinder, j'ai des oncles à Jigawa (une ville du Nigéria) et mon épouse est de là-bas. Donc, mes enfants seront à la fois des Nigériens mais aussi des Nigérians. (…). Quand vous partez à Magaria (village nigérien à la frontière du Nigéria), vous pouvez voir comment les habitants sont liés à ceux de Baboura (un village nigérian voisin)* » (propos d'un commerçant de ville de Zinder, entretien du 20 juin 2015).

Cette situation donne aux frontières un caractère assez artificiel parce que les populations se sentant des mêmes terroirs et des mêmes familles n'ont aucune considération pratique pour les barrières formelles. « *Les villages qui portent le même nom de part et d'autre de la frontière démontrent les liens de parenté existant entre leurs habitants. Généralement, un des villages homonyme a été créé par un habitant du second village* » (idem). C'est le cas par exemple des villages de Adaré, Datchi, Kokotoko ou encore Gazabi qui sont situés à la fois au Niger et au Nigéria. Ils participent à la fusion identitaire des habitants qui, par ailleurs, multiplient les alliances et complexifient ainsi l'identité nationale. Mis à mal par le maillage serré des relations sociales, le registre identitaire citoyen laisse inévitablement place à un registre primaire, celui de la parenté, de l'ethnie ou de la région.

2. La frontière comme menace

> *« La frontière est un couteau à double tranchant. En cas de problème, ceux qui est y vivent sont les premières victimes »* (propos d'un enquêté de la ville de Tchintabaraden, 19 juin 2015).

2.1 Un sentiment d'insécurité partagé

Malgré une proportion importante d'enquêté(e)s se sentant en sécurité (78%), 68% d'entre eux ont déjà vécu une situation d'insécurité au cours de leur vie. Ces expériences sont essentiellement liées à la fréquence de vols, des attaques à main armée et des braquages autour des frontières. Les entretiens qualitatifs ont quant à eux montré l'existence d'une insécurité ressentie du fait de quatre facteurs principaux. Il s'agit tout d'abord du banditisme armé, comme à Tchintabaraden, caractérisé par des attaques sur les grands tronçons allant vers l'Algérie et le Mali. La régularité de ce banditisme a d'ailleurs poussé les autorités administratives à organiser des convois pour mieux sécuriser les transports vers le nord. Viennent ensuite comme cause ressentie d'insécurité les réseaux de commerce d'animaux volés aux frontières malienne et algérienne et qui bénéficient de la complicité de certains leaders politiques et militaires. C'est aussi le cas des réseaux de trafics de drogue et de cigarettes qui constituent une réelle menace pour la population locale.

> « *Les touaregs maliens opèrent en réseau. Certains en brousse volent les animaux des Peuhls du Niger et les égorgent, et d'autres viennent chercher la viande pour venir la vendre dans les villages sédentaires. D'autres animaux sont conduits pour être vendus dans les marchés ruraux maliens. C'est suite à cette situation que les Peuhls ont décidé de se défendre en mettant en place une milice composée de jeunes de 20 à 25 ans* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

L'insécurité régulière à la frontière, c'est aussi l'apparition et la propagation de maladies contagieuses (choléra, rougeole, maladies sexuellement transmissibles, etc.) dont le contrôle demande une mobilisation d'États frontaliers n'ayant pas toujours les mêmes stratégies d'action face à une épidémie.

> « *A la frontière nigériane, les centres de santé intégrés sont des espaces de contagion de maladies du fait de la fréquentation massive des malades venus du Nigéria. Ce sont surtout les femmes et les enfants qui les fréquentent compte tenu de la politique de gratuité des enfants de zéro à cinq ans appliquée dans les centres de santé nigériens* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe tenu le 02 juillet à Niamey).

Enfin, les jeunes qui vont étudier au Nigéria et qui reviennent, avec des attitudes et des comportements qui créent des différences entre eux et ceux qui sont restés, constituent le dernier facteur d'insécurité ressentie mis en avant dans les données qualitatives. Il s'agit principalement des habitudes vestimentaires et des manières d'accomplir les rituels religieux (ablutions et prières).

> « *Des comportements extrémistes nous proviennent de l'extérieur avec les talibés qui sont allés étudier au Nigeria. Au retour, ils restent généralement entre eux et prennent le temps de propager le courant qu'ils ont adopté au Nigéria* » (propos d'un agent de santé, entretien du 20 juin 2015 à Zinder).

2.2 Un contrôle des personnes plus difficile pour les FDS

La situation d'insécurité en Libye et au Mali présente un risque potentiel d'insécurité pour la zone de Tchintabaraden dont les frontières avec ces deux pays sont trop poreuses pour être efficacement contrôlées par les FDS. Ainsi, la crainte majeure des populations est la possible incursion des forces étrangères irrégulières (groupes armés/islamistes) et/ou la survenue d'actes isolés d'attaque et de vol à main armée dans la zone. Dans la zone de Zinder, la menace pressentie est surtout le risque d'infiltration des éléments de Boko Haram dans la communauté. Ce risque est pris au sérieux, compte tenu des liens sociaux assez forts unissant les populations à la frontière. « *Aujourd'hui, on ne peut plus faire la différence entre celui qui est dangereux et celui qui ne l'est pas. Les gens sont tous pareils* [référence à l'habillement à l'appartenance ethnique] et il est difficile même à un local de faire la différence » (propos d'un ressortissant de Tchintabaraden, entretien du 17 juin 2015 à Niamey).

Par ailleurs, dans un contexte d'insécurité, les populations à la frontière se retrouvent souvent prises « entre le marteau et l'enclume ». En effet, il arrive que l'armée régulière et/ou les groupes armés terroristes accusent (à tort ou à raison) les membres d'une communauté d'être les complices de la force adverse. Le cas d'un enquêté à Tchintabaraden est illustratif. En effet, cet enquêté était chef de poste à Aderbisnatt lorsqu'il a été enlevé par les éléments de la rébellion en 1991 qui le considéraient comme un complice de l'État. Et quelques mois après sa libération par les rebelles, il a été pris par l'armée régulière de la transition post-conférence nationale qui le prenait pour un complice des rebelles. Il s'agit là d'un ensemble de facteurs qui demeurent inquiétants pour ces populations.

La lutte contre l'insécurité est également complexifiée du fait de l'imbrication des communautés. En effet, de part et d'autres des frontières, vivent les mêmes populations (arabes, touarègues et peuhles pour le site de Tchintabaraden, haoussas et peuhles pour Zinder) qui partagent des langues communes ou encore des habitudes vestimentaires qui peuvent rendre difficile l'identification des malfrats par les agents de forces de défense et de sécurité (FDS). Ceci est aggravé par la non-collaboration des populations pour des raisons culturelles. La délation est non seulement risquée mais elle n'entre pas dans le cadre des valeurs du groupe.

> « *On ne peut pas dénoncer quelqu'un avec lequel on partage la même ethnie. C'est très mal perçu. Il faut que ce soit le parent proche sinon on serait qualifié de munaacifi, mot de langue arabe qui a été intégré dans toutes les langues nigériennes*

pour qualifier le calomniateur. Et d'ailleurs, celui qui dénonce s'expose à des répressions des bandits. Le plus simple est donc de se taire ! » (propos d'un responsable d'une ONG œuvrant sur les questions de paix et de sécurité au Niger, Niamey, 18 juin 2015).

2.3 Une économie plus vulnérable à l'insécurité

La situation d'insécurité en Libye et au Mali a réduit l'ampleur du commerce transnational du bétail qui existait entre Tchintabaraden, l'est du Mali et le sud algérien. Ce commerce entretenait plusieurs dizaines de familles dans le département de Tchintabarden dont certaines ont été contraintes d'abandonner ce métier. Cette situation d'insécurité a aussi joué sur la circulation des produits de consommation importés de la Libye et de l'Algérie vers Tchintabaraden. Cela a évidemment influé sur le coût de ces produits devenus plus chers que par le passé.

« *Tous les produits augmentent de prix dès qu'un convoi est attaqué. Rien que les rumeurs sur une attaque éventuelle peuvent faire grimper les prix ! Par exemple, la dernière rumeur du mois passé a fait passer le prix du matelas de 18.000 FCFA à 35.000 d'abord et à 40.000 FCFA quelques jours plus tard* » (propos d'un commerçant de la ville de Tchintabaraden, entretien du 20 juin 2015).

A Zinder, du fait de la pression de Boko Haram, certains produits (poisson, poivron) sont devenus rares ou chers. Le parfum *Encens* qui est produit dans la zone de Diffa et qui coutait 2000 FCFA la boite, coûte actuellement plus de 5000 FCFA. Cette situation ne fait que s'empirer avec l'État d'urgence qui se prolonge dans cette région. De même, la situation d'insécurité impacte aussi le niveau des transferts d'argent des migrants et transforme les trajectoires migratoires des jeunes.

« *Avant la chute du régime de Khadafi, les émigrants de Tchintabaraden en Libye transféraient en moyenne à leurs familles quelques 100 millions de francs CFA par mois. Mais avec le nombre important de refoulés et de retournés de la Libye, le taux des migrants a fortement baissé. D'autres partent vers Niamey pour continuer vers les pays côtiers ou l'Europe* » (propos d'un enquêté de la ville de Tchintabarden, 20 juin 2015).

La chute drastique des rentes tirées de la migration contribue à l'affaiblissement du pouvoir d'achat des populations locales.

Ainsi, malgré les opportunités économiques et le brassage social qu'offre la vie à la frontière, les risques d'insécurité voire l'insécurité elle-même sont permanents. Les populations aux frontières vivent, surtout ces dernières années, des situations de stress permanentes.

RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS

Ce qu'il faut retenir :

- L'absence de justice, ou plutôt le ressenti d'absence d'une justice équitable, crée des frustrations qui conduisent à une prise en charge individuelle (« banditisme armé ») ou collective des problèmes (rébellion pour revendiquer, milice pour se protéger).
- La précarité économique et sociale prédispose les personnes vivant à la frontière à des comportements radicaux et violents.
- Le manque de régulation de l'expression religieuse, notamment dans les médias, et l'utilisation de la religion à des fins économiques et politiques favorisent le développement de comportements radicaux.
- Les populations ressentent une augmentation de l'insécurité et de la violence aux frontières, mais ne l'associent quasiment jamais à la présence de discours/pratiques/groupes religieux radicaux.
- L'insécurité en tant que phénomène transfrontalier est une industrie qui profite à une chaine d'acteurs à la fois locaux, nationaux et internationaux.

1. Le sens émique des concepts clés de l'étude

Les concepts clés de la présente étude sont des notions assez chargées qui, pour leur usage, méritent certes une compréhension « étique » (sens « savant »), mais surtout « émique » (sens « commun » propre aux personnes concernées). En d'autres termes, l'explication des perceptions populaires de l'insécurité, du radicalisme et de l'extrémisme violent permet de confronter les savoirs dits savants aux savoirs dits populaires. Il est évident que l'usage de ces termes est variable selon les espaces et les groupes stratégiques enquêtés, d'où la nécessité de comprendre le fond à partir duquel les perceptions de la sécurité et de l'insécurité se construisent. De même, la compréhension de ces concepts nécessite de faire la différence entre les usages politique, médiatique et religieux (populaire et savant).

Insécurité et sécurité : le croisement des données du terrain montre que l'insécurité n'est pas que violence ou menace physique, elle est aussi absence, manque ou inaccessibilité des services publics de base et de l'autosuffisance alimentaire.

> « *Dans notre zone, nous nous sentons en insécurité lorsque la production annuelle est mauvaise ou lorsque nous avons des difficultés d'accès à l'eau potable, aux soins pour les membres de nos familles, à la scolarisation de nos enfants ou lorsqu'il y a la présence de bandits dans la zone et que nous ne pouvons pas laisser les jeunes aller en exode par crainte qu'ils n'en soient victimes* » (propos d'une personne ressource ressortissante de Tchintabaraden, entretien réalisé à Niamey le 11 juin).

Ainsi, les notions de sécurité et d'insécurité sont des concepts englobants. Par exemple, en *fulfulde*, la traduction de l'insécurité par « *rafi hakkilo fukkiiGo* » renvoie à un manque, une absence de *quiétude morale* qui englobe à la fois la santé physique (lien avec l'autosuffisance alimentaire et à l'accès aux ressources) et l'état d'esprit (référence faite au respect, à la considération, à la valorisation de l'individu-citoyen).

Le radicalisme : pour les enquêté(e)s, tout acte portant atteinte à l'intégrité physique de l'être humain doit être qualifié d'extrême violence. Selon eux, quatre principaux facteurs favorisent la violence au Niger. Ce sont des facteurs à la fois socio-économiques, éducatifs, religieux et internationaux. Par ailleurs, les enquêté(e)s estiment que les personnes engagées dans l'extrémisme violent sont motivées d'abord par les aspects matériels, et seulement ensuite par la dimension symbolique.

Le jihadisme : dans les espaces de notre étude, cette notion reste peu utilisée dans le langage courant. Elle est utilisée pour reproduire le discours des médias ou pour parler des terroristes extérieurs. Dans les localités investiguées le *jihad* est compris sous sa forme normative qui renvoie à la lutte interne du fidèle qui le rapproche de son Dieu.

2. Les facteurs de prédisposition

> « *Non, il n'y a aucune communauté qui soit plus encline à l'extrémisme violent, ce sont les conditions de vie quotidiennes qui favorisent le basculement vers la violence* » (propos d'un cadre du ministère du Plan, entretien à Zinder le 19 juin 2015).

Il est important de souligner que la prédisposition n'est pas une action, mais plutôt une condition favorisant l'action. Essentiellement liés aux conditions de vie des populations, les facteurs de prédisposition se structurent autour des points ci-dessous :

2.1 L'absence quasi-permanente de l'État

Dans les espaces de notre étude, la faible présence de l'État est perçue à travers un manque ou une insuffisance de fourniture de services publics de base et d'une absence de justice équitable.

Les **services publics de base** dont il est question concernent à la fois l'accès à l'eau potable, aux services de santé (des hommes et des animaux en zones pastorales) et à l'éducation. Zinder, deuxième ville politique du pays, est confrontée depuis plusieurs années à une grave pénurie d'eau qui laisse croire à la plupart des habitants que cette situation chronique est due à un manque de volonté de l'État de prendre en charge de cette question.

A Tchintabaraden et dans le nord Tillabéry, les problèmes sont plus complexes. Plusieurs villages sont sans école et n'ont ni case de santé, ni point d'eau moderne.

> « *Plusieurs habitants des villages de la zone ne connaissent l'existence de l'État que par les impôts annuels qu'ils payent. D'ailleurs, les villageois fuient lorsqu'ils entendent le bruit d'un véhicule parce que leur expérience de véhicule est toujours liée à un malheur (bandits armés ou porteurs de tenue officielle venus pour les réprimander). Les FDS censés les protéger viennent chez eux seulement pour les racketter* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

Un autre enquêté ajoute :

> « *Dans le nord Tillabéry, il n'y a aucune présence de l'État. Les infrastructures scolaires, sanitaires et hydrauliques sont absentes. Aucun agent de l'État ne veut aller dans la zone. Il n'y a que le CICR qui est présent dans la zone et intervient dans le*

cadre humanitaire et dans la vaccination d'animaux » (propos d'un ressortissant du nord Tillabéry, entretien du 21 juin 2015 à Niamey).

Cette absence des services sociaux de bases dans les villages crée un sentiment de marginalisation spatiale (cas de Zinder) et/ou communautaire (Tchintabaraden et le nord Tillabéry) qui rend les acteurs locaux plus perméables aux discours radicaux voire violents.

L'absence de **justice sociale** s'exprime quant à elle à la fois dans les conditions de recrutement aux emplois civils et militaires, mais aussi dans la façon dont la justice est rendue dans les zones d'investigation. Sur ce plan, plusieurs entretiens relèvent le disfonctionnement manifeste des services de l'État en raison de la corruption, du clientélisme, du favoritisme, du népotisme, bref tout ce qui crée et entretient la marginalisation des groupes pauvres (dans le sens économique et social). Ces illustrations ne sont que des exemples d'injustice parmi tant d'autres :

« *Je ne comprends pas pourquoi, même avec un diplôme, on ne peut accéder à un emploi sans passer par une connaissance. Il faut toujours avoir un appui, connaitre une personne dans le service qui peut influencer la décision pour être recruté. Celui qui n'a personne restera toujours au chômage* » (propos d'un président d'une association des jeunes de la ville de Zinder, 18 juin 2015).

Un autre enquêté exprime ce sentiment d'injuste car « *pour n'importe quel papier administratif que tu cherches dans les services de l'État, il faut payer les agents, sinon tu feras plusieurs va-et-vient sans y accéder* » (propos d'un ressortissant de la ville de Tchintabaraden, entretien du 17 juin). Dans l'ensemble des secteurs de la vie publique, des injustices sont vécues par les membres de la communauté. Et ces injustices lorsqu'elles s'accumulent développent des comportements violents chez les acteurs sociaux.

2.2 Les conditions socioéconomiques

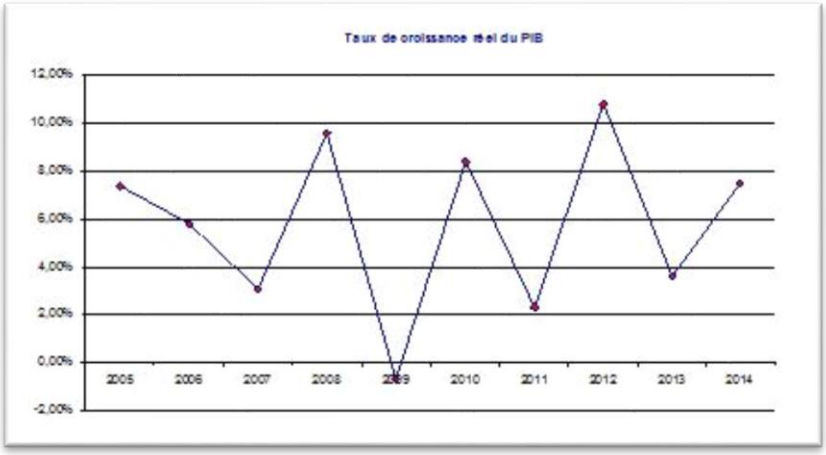
L'analyse de la situation socioéconomique du Niger le classe parmi les pays les plus pauvres au monde.

REPÈRES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), le Niger a un PIB/habitant de 401 dollars en 2013, le situant de fait parmi les pays les plus pauvres du monde. Il a un seuil de pauvreté de 51,8% en 2011, avec une forte féminisation de la pauvreté (3/4). Le Niger connaît aussi un sous-emploi important touchant 4 personnes sur 5 en raison du caractère saisonnier de son agriculture. Il est aussi victime des pénuries alimentaires chroniques et doit faire face à une pression démographique importante. Avec 51% de jeunes de moins de 15 ans, une espérance de vie de 59 à 60 ans et une population estimée à 17 millions, le Niger affiche un taux synthétique de fécondité de 7,6 enfants par femme et un taux brut de natalité de 46,1 ‰, l'un des plus élevés au monde. Avec un ratio d'un médecin pour 18824 personnes en 2013, presque deux fois le ratio normal de l'OMS, la santé du Nigérien n'est pas garantie.

Extrait de l'ouvrage d'Issoufou Yahaya paru en 2015

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du taux de croissance économique du pays de 2005 à 2014. Le graphique laisse voir une instabilité économique qui limite les investissements sociaux et le fonctionnement de services publics étatiques. Ce taux, totalement en déphasage avec celui de croissance démographique (voir encadré) est source de revendications sociales en termes d'accès aux services publics et à la justice sociale tout court.



Source : *www.afd.fr › PAYS › Afrique subsaharienne › Pays d'intervention ›*

Ainsi, les facteurs socioéconomiques ont été largement cités par les enquêté(e)s comme étant les premiers facteurs conditionnant les membres de la communauté à l'insécurité sous toutes ses formes. L'aspect évoqué est principalement la pauvreté avec ses corollaires de misère, de chômage et de marginalisation accrue des groupes vulnérables (cf. tableau ci-dessous). Les conditions socio-économiques constituent également des facteurs qui prédisposent les individus à la radicalisation et à la violence.

Selon vous, quelles sont les sources d'insécurité dans votre région (pauvreté, désœuvrement, jeunesse marginalisée, absence de force de l'ordre, etc.) ?	Nb	%
Inactivité/chômage	49	49%
Pauvreté/Misère/précarité	77	77%
Jeunesse marginalisé/délaissée	45	45%
Délinquance/criminalité/drogue	10	10%
Désintéressement politique (abandon des autorités politiques, élus locaux ou régionaux)	11	11%
Présence de discours/pratiques/groupes religieux radicaux	2	2%
Absence de service de sécurité (Police, Gendarmerie, Armée)	1	1%
Autres	0	0%

Source : enquête HD, juin 2015

Mais cette pauvreté est perçue par le PDES 2012-2015 (Plan de Développement Économique et Social) comme privation « en services sociaux de base, à une alimentation saine et équilibrée, à une source d'eau potable et un cadre de vie et d'habitat décent. (…) Elle touche plus le milieu rural que le milieu urbain, (…) et prend une dimension endémique dans les régions de Maradi, Dosso et Tillabéry ». Cette analyse comparée de la pauvreté dans les différentes régions du Niger permet de comprendre que les deux zones d'enquêtes (Zinder et Tchintabaraden) ne sont pas les plus pauvres. Ceci relativise de ce fait, le rôle du facteur économique dans l'explication des causes de l'insécurité.

2.3 Les effets de la migration des jeunes

La migration a des effets variables sur les jeunes, selon qu'ils soient à la frontière nigériane, malienne ou libyenne. Le lien à la frontière est ici important puisque 82% des enquêtés affirment que la destination des jeunes migrants est d'abord le pays voisin. Ainsi, les conditions de vie du pays voisin sont propagées par le canal de la migration des jeunes. Ces conditions de vie sont des valeurs sociales exprimées à travers des comportements et attitudes qui, souvent, ne sont pas toujours en phase avec celles du pays de départ.

Lieu de destination des jeunes	Nb	%
Dans la capitale	0	0%
Ailleurs dans le pays	8	8%
Dans un pays voisin	82	82%
Ailleurs en Afrique	9	9%
En Europe	0	0%
Aucun avis	1	1%
Autres	0	0%
Total	100	100%

Source : enquête HD, juin 2015

« *Les jeunes qui reviennent de la Libye se construisent des maisons, s'achètent des véhicules de classe et ont un niveau de vie qui est au-dessus de celui des gens de la ville. Ils reviennent aussi avec des équipements pour leur maison : salon, télévision à écran plat, appareil électroménager divers, etc. Tout ceci incite les jeunes à migrer ou à se créer les conditions d'accès à des ressources et souvent par tous les moyens* » (propos d'une personne ressource ressortissante de la ville de Tchintabaraden, entretien du 20 juin à Niamey).

Par ailleurs, le Niger est un pays de transit pour la migration entre les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre, et vers l'Europe. Ainsi, l'étendue et la faible capacité de l'État à contrôler ses frontières, conjuguées avec le nombre important de migrants en transit dans le Niger, prédisposent le pays à des risques sécuritaires importants.

3. Les facteurs de radicalisation

> *« Quand la dignité humaine n'est pas respectée on est prêt à tout, y compris à rejoindre Boko Haram »* (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

3.1 L'instrumentalisation de la religion

Lutte d'influence entre traditionalisme et radicalisme : les deux types de courants religieux se différencient autant sur les pratiques des rituels religieux que sur les comportements individuels de leurs animateurs, sans que la présence d'une mouvance dure sur les sites de notre étude ne soit perçue comme une source d'insécurité. Les enquêtés (surtout lors de l'entretien de groupe) éprouvent cependant des craintes en raison des risques d'une radicalisation en cours dans leurs localités.

Ainsi, les réformateurs (wahhabites) vont désormais considérer toutes les pratiques qui donnent sens aux valeurs sociales (baptême, mariage, funérailles) comme *bid'a* (« innovations blâmables », pratiques non islamiques). Ils ont aussi initié la traduction d'ouvrages islamiques dans les langues occidentales pour une meilleure diffusion de ces savoirs. Plusieurs jeunes se transforment dès lors en prédicateurs et animent des émissions à la télévision et à la radio (au moins deux émissions islamiques par jour - par exemple sur la radio et la télévision Bonferey[12] - sur lesquelles l'État n'a aucun contrôle). Dans leur discours, plusieurs pratiques religieuses sont condamnées et considérées comme non islamiques créant du coup deux courants : les traditionalistes (qui essaient de trouver des compromis entre culture locale et religion) et les radicalistes (qui refusent tout compromis avec la culture locale). Le croisement des données des entretiens qualitatifs et de la littérature scientifique permet de dresser les caractéristiques spécifiques de ces deux tendances.

[12] Bonferey est un groupe de radio et télévision qui diffuse des chants et prêches religieux.

Courant traditionaliste	Courant radical
○ conservateur ○ s'adapte au contexte (social et temporel) ○ s'inscrit dans les traditions et les cultures ○ flexible et tolérant ○ interprète les textes de façon allégorique et symbolique **Prône la culture de la résilience**	○ dogmatique ○ se fonde sur l'ordre établi ○ s'en tient au texte original de la naissance de la religion **Cultive le dogmatisme dans les pratiques et vise un changement absolu des communautés**

Ces différences sont plus perceptibles dans les habitudes vestimentaires des tenants de ces courants (pantalon raccourci), dans la posture corporelle (longue barbe sans moustache), dans l'accomplissement des rites de prière et le contenu des prêches. En effet, ces rites se distinguent aussi bien dans la forme (les horaires de prières, la manière de faire les ablutions, la posture à tenir pour la prière) que dans le contenu (les types de versets à lire, le temps de la lecture et la qualité de l'expression) créant ainsi des différences énormes qui vont jusqu'à dédoubler les mosquées dans un même quartier ou à refuser de prier derrière un imam qui n'est pas du même courant religieux.

> *« Dans plusieurs quartiers, il est facile de trouver des mosquées qui sont séparées juste par une ruelle. Selon qu'on soit traditionaliste ou radical, on est dans l'une ou l'autre des mosquées. Les traditionalistes vont prier la prière du zuhur à partir de 14h et celle de Asr à partir de 16h, alors que les autres prieront zuhur à 13h 30 et Asr à 16h 30* » (propos d'un marabout malikite, entretien à Zinder le 18 juin 2015).

Plusieurs entretiens relèvent le caractère hautain des comportements des radicaux qui pensent que les traditionalistes ne sont pas rigoureux dans leurs pratiques religieuses.

> « *J'ai un voisin qui refuse de prier avec nous. Il parcourt près d'un kilomètre pour prier dans une mosquée wahhabite en dépassant deux autres mosquées. Il pense que les traditionalistes n'ont pas la maîtrise de la langue arabe, interprètent assez mal les textes du Coran* » (propos d'un chef religieux de la ville de Zinder, entretien du 20 juin 2015).

Par ailleurs, le corps de concepts utilisé par ces radicaux dans leurs discours de prêche (prière de vendredi ou dans les médias) est en soi un facteur de radicalisation. Ces discours sont élaborés autour des problèmes de l'Heure (la fin du monde), tout en prenant en compte les préoccupations de la grande masse. Ces discours ont généralement pour cible les jeunes (souvent sans métier), les fonctionnaires (dans leur relation à leur hiérarchie, ou à leurs tâches régulières), les commerçants (dans l'exercice de leur activité) et les femmes (dans leur vie de couple et leurs relations avec les autres femmes). Pour chacun de ces groupes, des thématiques spécifiques sont développées avec un accent particulièrement mobilisateur.

Des objectifs/intérêts au-delà de l'affichage religieux : autour du discours religieux apparent, de ce comportement distinctif des radicaux religieux, les enquêtes rapportent qu'il existe un objectif qui n'est pas affiché, celui de se construire un réseau arabe pour la captation de fonds. En effet, les diverses associations islamiques (*supra*) recourent aux canaux des courants radicaux pour mobiliser en leur faveur des fonds saoudiens, koweitiens et qataris. Ces fonds permettent de réaliser des infrastructures sociales et religieuses (principalement des mosquées et des points d'eau) mais ils

interviennent aussi dans l'éducation (formation islamique, bourses d'études), dans la santé (distribution de médicaments) et dans les actions humanitaires diverses (distribution de vivre, de vêtements, etc.).

L'intervention de ces ONG considérées comme de l'aide arabe est bien appréciée par les populations locales. Les données de l'enquêtes quantitative montrent que 73% des enquêtés trouvent cette aide efficace. Cette bonne appréciation est expliquée à travers l'utilité des actions qui touchent à la vie réelle (eau, éducation, santé et nourriture) et symbolique (mosquées) et à travers la souplesse des conditions de leurs accès. En effet, les ONG arabes n'imposent pas la constitution d'un dossier lourd pour accéder à leurs actions.

> « *Avec les ONG arabes, on n'a pas besoin de fournir des papiers. Souvent, il suffit de voir le responsable de l'ONG, lui expliquer ce que tu veux, et il vient faire creuser le puit. Ils veulent seulement une prise de photo à la réception de l'ouvrage* » (propos d'un ex-combattant de rébellion touareg, entretien du 19 juin 2015 à Tchintabaraden).

Au-delà de ces infrastructures physiques, il y a divers avantages (matériels et symboliques) qui permettent aux porteurs de ces programmes et projets de diffuser des idéologies souvent propres aux donateurs.

Les perceptions en cas de violence : la manipulation de la religion est plus inquiétante lorsqu'elle prend des tournures violentes. C'est le cas des différents mouvements violents qui se sont développés dans l'Afrique de l'Ouest au cours de cette décennie. Il s'agit de l'AQMI, du Mujao, d'Ansar Dine et de Boko Haram qui sont considérés par la majorité des enquêtés (56%) comme des bandits qui utilisent la religion musulmane pour propager la violence et la terreur dans la sous-région. Ils sont également jugés fanatiques ou illuminés par 22% des enquêtés. Toutefois, 7% des enquêtés les considèrent comme des défenseurs ou libérateurs et 11% ne se prononcent pas. Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous démontrent qu'il existe bien une attitude tolérante vis-à-vis des actions de ces jihadistes.

Selon vous, les groupes jihadistes sont-ils :	Nb	%
Des sauveurs ou libérateurs	2	2%
Des résistants ou défenseurs	5	5%
Des désespérés	3	3%
Des fanatiques illuminés	22	22%
Des bandits	56	56%
Autres	0	0%
Ne répond pas	11	11%
Total	99	99%

Source : enquête HD, juin 2015.

Ceci peut s'interpréter par trois éléments essentiels :

1) Le profil professionnel des enquêtés : dans l'échantillon d'enquête, les agriculteurs, artisans, commerçants et chômeurs totalisent 52% de l'effectif des enquêtés. Cette couche constitue celle qui est la plus critique vis-à-vis des actions de l'État compte tenu de son faible accès aux services publics. Les jihadistes constituent pour eux une manière de punir l'État.

> « *Certaines positions de tolérance des jihadistes s'expliquent beaucoup plus par leur propre rapport à l'État que leur compassion pour la religion* » (un participant à l'entretien de groupe du 02 juillet 2015).

2) Les formes de frustrations liées à l'injustice administrative et sociale dont sont victimes les populations. Le pire n'est pas toujours à craindre lorsque le niveau de désespoir est élevé.

3) La prolifération des prêches à contenu radical tendent à légitimer les actions de ces jihadistes.

3.2 L'économie de l'insécurité

Même si à priori l'insécurité, est considérée dans la littérature comme ayant des conséquences tragiques, humaines et psychologiques, elle développe en parallèle une économie qui profite à divers acteurs (visibles et non visibles). Le croisement des données qualitatives a permis de comprendre qu'au-delà de la face visible de l'insécurité (les exactions multiformes) toute une économie prospère grâce à la circulation des armes, de la drogue et des personnes.

Tout d'abord, est ressorti de notre étude le convoyage de la drogue et d'autres produits illicites à Tchintabaraden qui constitue une activité importante pour la plupart des jeunes. Le convoyage consiste à faire traverser un véhicule (type Toyota Land Cruiser) chargé de produits illicites de la Mauritanie ou du Mali pour être acheminés vers les côtes algériennes, libyennes ou même égyptiennes en traversant le Niger. Après ce trajet, le convoyeur reçoit le véhicule déchargé et une somme variable de 10 à 15 millions FCFA selon la nature et la taille du produit acheminé.

> « *Maintenant avec l'instabilité en Libye, les jeunes recherchent seulement le convoyage pour avoir un Aujule (voiture de marque 4x4 Land Cruiser) et quelques millions de FCFA. D'ailleurs tous les jeunes qui ont déjà fait un convoyage disposent de ce type de véhicule et ont des maisons dans la ville de Tchintabaraden* » (propos d'un jeune de Tchintabaraden, entretien du 20 juin 2015).

Le constat intéressant pour l'analyse est ici le fait que ce soit les jeunes qui sont à la recherche du convoyage et non les trafiquants qui recherchent des convoyeurs. Cette tendance est différente de la situation prévalant à Zinder où les jeunes sont plutôt démarchés pour rejoindre le mouvement Boko Haram contre une moto et 300.000 FCFA.

Au niveau national et international, les trafics de drogue et la contrebande génèrent des ressources importantes pour les acteurs de ces réseaux comme le note Issoufou Yayaha (2015) : « *Les enjeux sont économiques et sociaux. En ce qui concerne la drogue par exemple, elle est le premier facteur de déstabilisation d'un pays. Ce trafic a rapporté au Sahel 900 millions d'euros en 2012, selon l'ONUDC. Il importe de neutraliser, avec l'aide des partenaires, les routes aériennes, maritimes et terrestres empruntées par les narcotrafiquants*[13] ».

Ensuite, plusieurs acteurs interrogés ont montré que les réseaux des trafics (drogue et armes) qui accompagnent l'insécurité sont tenus et entretenus par des acteurs à la fois locaux, nationaux et internationaux.

> « *Les réseaux de trafics de drogue et d'armes sont des réseaux assez puissants qui peuvent souvent être plus forts que nos États. Ils sont portés par des personnes puissantes ou des firmes internationales, conduits avec la complicité d'un ensemble d'acteurs où chacun trouve son compte* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

---

[13] « *Depuis une dizaine d'années, l'Afrique de l'ouest est devenue une des plaques tournantes du trafic de cocaïne latino-américaine vers l'Europe, profitant de la pauvreté et de la faiblesse étatique des pays de la région. La drogue arrive par bateau dans le Golfe de Guinée ou par avion par des vols directs Venezuela-Mauritanie ou Mali, avant d'être stockée ou redistribuée, par la route, notamment via le Sahel, vers les rives sud de la Méditerranée* » (*Jeune Afrique,* 10 mars 2013).

> « *(…) il n'y a pas d'illusion à se faire, il y a des véhicules qui ne sont jamais contrôlés du fait qu'un agent au poste de contrôle reçoit des instructions pour laisser passer* » (propos d'un ex-combattant de la rébellion touarègue, entretien du 20 juin réalisé à Tchintabaraden).

Ces illustrations, qui ne sont que des exemples parmi tant d'autres, permettent de déduire qu'il n'est pas surprenant (bien que ce soit difficile de l'affirmer catégoriquement) que ces réseaux de trafics trouvent des complicités diverses : des hauts cadres de l'administration civile et militaire, des leaders politiques, des mécènes locaux ou des chefs coutumiers. A cet effet, Grégoire (2013) note : « la présence plus forte d'AQMI, la chute du colonel Kadhafi et l'essor du trafic de drogue ont permis aux touaregs de disposer de moyens financiers importants : beaucoup de chefs traditionnels et de rebelles en ont profité en percevant des droits de passage ou en assurant le convoyage de la précieuse marchandise ».

Enfin, cette économie de l'insécurité attire des acteurs nouveaux tels que les groupes criminels qui organisent des enlèvements d'occidentaux contre rançons et les groupes islamistes qui sèment la terreur dans la sous-région. Issoufou Yahaya souligne que « pour se donner encore plus d'envergure, ces groupes terroristes se sont érigés en « filiales jihadistes ». Alain Chouet, ancien directeur du service de renseignement de la sécurité extérieure, souligne que « tout contestataire violent dans le monde musulman, quelles que soient ses motivations, a vite compris qu'il devait se réclamer d'Al-Qaïda ou de l'Organisation État Islamique, s'il veut être pris au sérieux, ce qu'ont fait AQMI pour l'un depuis le 11 septembre 2006, et récemment Boko Haram pour l'autre ».

3.3 L'absence de régulation des médias

Les médias, outils d'information et de formation citoyenne, sont présents dans les espaces investigués. Diverses chaînes locales, nationales et internationales (télévision et radio) permettent en effet aux acteurs locaux de s'informer. Cependant, les propos recueillis limitent l'impact positif potentiel. Plusieurs entretiens ont évoqué les tendances négativistes des thèmes à la « une » des informations diffusées concernant l'Afrique et particulièrement l'Afrique de l'Ouest.

> « *Les chaines internationales surtout les radios RFI, BBC, la voix de l'Allemagne ou de l'Amérique, qui donnent des informations en haoussa et qui sont très écoutées dans l'espace nigérien, propagent des informations essentiellement terrorisantes. Il n'y a que les cas de famine, de guerre, d'épidémie et de terrorisme qui sont évoqués lorsqu'il s'agit de parler de l'Afrique* » (propos d'un agent des FDS à Tchintabaraden, entretien du 20 juin 2015).

Un autre enquêté va plus loin en pointant du doigt le manque de neutralité de certaines chaînes télévisées.

> « *Certes, je suis informé de ce qui se passe par les médias, mais parfois ce sont eux qui constituent la source même de l'insécurité. Lorsque vous regardez certaines chaines, ce sont elles qui invitent ou donnent la parole à des gens frustrés qui propagent la haine religieuse ou ethnique* » (propos d'un enseignant d'une école primaire à Tchintabaraden, entretien réalisé du 19 juin 2015).

Les chaines locales et nationales, qui sont d'ailleurs les plus écoutées (33% et 36%), posent deux problèmes majeurs évoqués dans les entretiens qualitatifs : 1) les débats organisés sont le plus souvent animés par des personnes incompétentes ne permettant pas d'avoir un bon niveau d'explication des thématiques abordées ; 2) dans la plupart des cas, des prêches à contenu incendiaire sont diffusés.

> « *Les chaines diffusent plusieurs émissions islamiques et d'ailleurs certaines chaines sont même à connotation propagandiste islamiste. Des prédicateurs de tout genre sont invités et souvent on assiste à des attaques directes de personnes ou de courants religieux* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey , 2 juillet 2015).

Certaines chaines sont soutenues par des leaders religieux ou sponsorisées par des ONG humanitaires à caractère religieux.

De plusieurs entretiens qualitatifs, il ressort également que la violence actuelle est ressentie comme plus vive et ne faisant de place ni au dialogue ni à la tolérance. En effet, contrairement à la violence passée, qui était peu courante et moins cruelle, aujourd'hui « la vie humaine est désacralisée et la mort banalisée ».

> « *(…) C'est une violence moderne caractérisée par le tapage et l'influence médiatiques, l'usage de moyens de communication modernes (téléphonie mobile et internet) qui sont rapides et qui touchent une grande masse de personnes au même moment, une politique d'intoxication fondée sur la manipulation de la religion, un lavage de cerveau méthodique à effet psychologique fort enrôlant* » (propos d'un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

Tout ceci devrait faire l'objet d'un encadrement vigilant de la part de l'État. Mais malheureusement, compte tenu de la sensibilité de la question et des considérations électoralistes, aucune autorité ne s'engage à poser la question du contrôle des discours religieux dans les espaces de débat public[14].

DÉMOGRAPHIE ET FORMES DE VIOLENCE

L'instrumentalisation de la religion, l'économie de l'insécurité et l'absence de régularisation des médias concourent à la transformation ou à l'évolution des formes de violence sur nos sites d'étude voire dans le pays en général (nature des acteurs, démarche, idéologie mise en avant et finalité des actions entreprises). En effet, il ressort des entretiens une nette différence entre la violence actuelle et celle vécue par les anciennes générations. Auparavant, à l'échelle d'une localité les gens se connaissaient - et se contrôlaient mutuellement. Aujourd'hui, avec le taux de croissance démographique élevé, les habitants d'un même espace peuvent ne pas se connaître rendant ainsi le contrôle local moins facile. Il n'y avait pas cette prolifération de vols à main armée ni cette violence gratuite. Par ailleurs, avant l'avènement de la démocratie, il n'y avait pas ces déchirures sociales et chacun connaissait sa position sociale et connaissait la limite de ses droits dans la communauté. Mais avec la démocratie, chacun pense qu'il a le droit de tout faire, y compris d'entreprendre des actes criminels, quand il s'estime lésé ou en position de force.

Extrait de synthèse d'entretien de groupe, Niamey, 02 juillet 2015.

[14] En juillet 2015, le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses a annoncé une mesure de contrôle des contenus de prêches et sermons de prière du vendredi. Mais avant la mise en œuvre de la mesure, la presse écrite en a fait la une des journaux en présentant le ministre comme un mécréant qui veut nuire à la diffusion du savoir islamique.

ROLES DES FEMMES ET DES JEUNES

Ce qu'il faut retenir :

- La fragilité (physique et morale) des femmes et des enfants les rend vulnérables face aux diverses formes d'insécurité à la frontière.
- Cette vulnérabilité est au fondement d'une manipulation à la fois politique (électorat) et idéologique (religieuse, communautaire et économique).
- Les femmes et les jeunes sont des vecteurs de paix durable lorsqu'ils sont impliqués dans la prise de décision et dans l'application des actions prévues contre l'insécurité.

> *« Les femmes sont les gardiennes de la paix et les jeunes, le fondement de l'avenir ! Si on veut avoir la maîtrise d'une communauté, il faut savoir bien les gérer »* (un participant à l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

Au Niger, comme dans autres les communautés sahéliennes, les femmes et les jeunes demeurent les groupes les plus vulnérables du fait de leur faible capacité à pouvoir accéder à des ressources financières et symboliques conséquentes. Divers aspects sont évoqués dans les enquêtes qualitatives pour expliquer cette faiblesse :

- la nature physique de la femme et l'immaturité du jeune ;
- la position d'éducatrice des enfants pour la femme l'oblige à être le plus souvent au foyer ;
- la femme est plus exposée aux effets néfastes de divorce et de veuvage ;
- la femme et le jeune accèdent peu ou pas à l'héritage familial pour des considérations coutumières et/ou religieuses (la part d'héritage de la femme est deux fois moins importante que celle de l'homme).

La conjugaison de tous ces facteurs crée une situation où les femmes et les jeunes se retrouvent dans une position de dépendance vis-à-vis du mari, du frère ou du père et participent peu ou pas aux prises de décisions.

Du point de vue des effectifs, ces groupes sont les plus importants. Au Niger, les femmes représentent environ 52% de la population et les jeunes 75% selon les chiffres de l'Institut national de la statistique. Ces chiffres font d'eux des acteurs incontournables et même convoités par les politiciens (pour les élections) et les islamistes (pour renforcer et étendre leur idéologie).

1. Les femmes, un potentiel mobilisable au-delà de la vulnérabilité

Une étude récente[15] a montré le rôle important que jouent les femmes dans les élections locales et nationales. Elles sont utilisées comme « du bétail électoral » car elles ne sont mobilisées que pour donner leur voix alors que leurs préoccupations sont peu ou pas prises en compte dans les décisions en termes de politiques publiques.

De même, les nouveaux discours religieux les enrôlent au point de les organiser autour des *makaranta* (espace religieux de formation et d'information) où elles adoptent de nouveaux comportements tant sur le plan vestimentaire (voile islamique, *burkah* ou *niqab*) que psychologique

[15] Jean Pierre Olivier de Sardan (sous la dir.), 2015.

(docilité conjugale, attachement aux principes religieux, etc.). Ces femmes sont la cible des ONG humanitaires mobilisant les financements arabes. Ces *makaranta* sont moins présentes à Tchintabaraden, mais plus visibles dans la ville de Zinder.

Dans le domaine de l'insécurité, il ressort des entretiens que les femmes sont beaucoup plus vulnérables comparativement aux hommes.

> « *Les femmes sont les premières victimes de l'insécurité car elles sont les plus exposées. (…) L'exemple des jeunes filles enlevées au Nigeria par les membres de Boko Haram est illustratif. Elles n'ont rien fait de mal mais ont été victimes simplement parce qu'elles sont des femmes. Elles ont été réduites à l'esclavage sexuel, moral et physique* » (propos d'un agent de l'administration de la ville de Tchintabaraden, entretien du 17 juin 2015).

Un autre enquêté de la même zone rajoute :

> « *Les femmes sont fragiles en temps de conflit car elles n'ont pas de moyens de défense et, le plus souvent, restent avec leurs enfants, ce qui est aussi un frein à leur mobilité. Ensuite, elles ne sont pas autonomes financièrement et n'ont pas les moyens de fuir* » (propos d'un enseignant d'une école primaire de la ville de Tchintabaraden, entretien du 18 juin 2015).

Par ailleurs, en situation d'insécurité, le risque pour une femme de perdre son mari est assez grand. En perdant son mari, la femme se retrouve le plus souvent sans moyens matériels, et elle aura à s'occuper seule de ses enfants. Ces éléments montrent que la vulnérabilité des femmes est non seulement physique et économique, mais aussi psychologique et morale. Tout ceci les expose à diverses formes d'idéologie qui prêchent soit la résignation et un *au-delà* certain (religion) ou d'une rupture avec les conditions actuelles à travers des promesses ou des actions de soutiens financiers (ONG humanitaires, institutions qui œuvrent sur les questions de genre, etc.).

2. De la manipulation à la récupération de la jeunesse

Les jeunes sont certes considérés comme les principaux acteurs de l'avenir d'une communauté. Mais la situation actuelle des jeunes au Niger en général, et dans les zones d'étude en particulier, est caractérisée par le chômage grandissant (manque d'emploi et perturbation des trajectoires de migration du fait de l'insécurité). Désœuvrés et sans emploi, ces jeunes se regroupent souvent en des bandes organisées et créent une psychose dans leur entourage. Les jeunes des « palais » à Zinder, en constituent une illustration concrète. En effet, depuis déjà plusieurs années des jeunes issus des familles démunies, en manque d'emploi, se sont constitués en groupes de brigands offensant parents, voisins et représentants de l'État.

> « *Ils* [les jeunes du palais] *ont des territoires, des signes distinctifs, des mots de passe, des discours* » (propos d'un participant de l'entretien de groupe de Niamey, 2 juillet 2015).

Ils sont identifiés à travers divers comportements et attitudes : exhibition de la consommation de drogue, manière de conduire les motos, non-respect du code de la route et autres violations régulières des règles sociales et administratives pour se faire remarquer. L'entretien de groupe a également laissé apparaitre que ces groupes pouvaient être manipulés par divers acteurs selon le contexte local et national.

> « *Les jeunes des palais constituent la première cause actuelle de l'insécurité à Zinder. Il y a plusieurs groupes de jeunes qui s'affrontent, parfois avec mort d'homme ; ils peuvent attaquer une famille et la piller pour une cause banale ; ils peuvent menacer ou violenter le parent d'un des leurs, lorsque celui-ci s'oppose à leur façon de faire ; ils violent des filles (souvent à plusieurs) et attaquent les services de l'État surtout le commissariat de police. Ils agissent en « hors la loi » et se positionnent comme maîtres de la ville* » (propos d'un habitant de la ville de Zinder, entretien du 19 juin 2015).

Les jeunes de palais de Zinder ne sont pas les seuls cas de jeunes violents au Niger. Il y a aussi le cas des jeunes membres de la milice peuhle du nord Tillabéry. Contrairement aux premiers qui attaquent les membres de leur propre communauté, voire de leurs familles, les jeunes du nord Tillabéry agissent pour protéger leur communauté contre les exactions des Touaregs Daoussak maliens qui opèrent des vols d'animaux dans leur zone (nord Tillabéry). Cette auto-défense a évolué compte tenu des relations intercommunautaires précaires entre Peuhls et Zarma[16] de la zone et de la situation d'insécurité au Mali (avec la création du MNLA). Ces jeunes se sont d'abord affiliés à la milice *Ganda Izo* du Mali avant de rallier le MUJAO où ils ont appris à manier des armes lourdes et les stratégies de guerre. Selon un participant à l'entretien de groupe du 02 juillet 2015, des pourparlers entrepris par le gouvernement du Niger ont permis leur retour dans la zone, mais ils sont restés sans prise en charge, au point d'être une réelle menace pour la stabilité de la zone. Les attaques de Maigaizé, Oualam et Banibangou en avril 2015 leurs ont été attribuées. Et leur alliance avec le nouveau Front pour la libération du Macina (FLM) est assez probable compte tenu de la fibre ethnique qui pourrait être mobilisée.

CRÉATION ET ORGANISATION DE LA MILICE PEUHLE DE LA RÉGION NORD TILLABÉRY

La naissance de la milice peuhle du nord Tillabéry est la conséquence d'une succession d'évènements menés par des populations maliennes contre les éleveurs peuhls nigériens situés sur le long de la frontière avec le Mali. Ces évènements, allant des vols d'animaux aux attaques armées avec mort d'hommes, ont connu une évolution marquée par la multiplication des attaques.

Au départ, les membres de la milice avaient des armes traditionnelles et des fusils de chasse. Mais avec l'insécurité au nord Mali qui a favorisé la circulation et la vente d'armes, plusieurs familles d'éleveurs ont vendu des animaux pour s'acheter des armes. Chaque milicien dispose ainsi d'une arme achetée par sa famille ou par les membres de sa communauté. Ainsi, ce sont les éleveurs de la zone eux-mêmes qui apportent un soutien tant matériel que financier aux membres de la milice. Au début, les miliciens se déplaçaient à pied ou à dos de chameau. Mais compte tenu des cas d'urgence et des distances souvent longues à parcourir pour porter main forte aux campements attaqués, les miliciens ont été dotés de véhicules achetés à travers les contributions financières des éleveurs peuhls du nord Tillabéry.

Le ralliement des membres de cette milice mobilise de plus en plus un soutien populaire de la zone, y compris dans la communauté zarma du fait de l'équité dans la justice rendue comme le montre ce témoignage.

> « *Une fois, un jeune Peuhl a tué un Zarma sans raison valable et les Zarmas, au lieu de répliquer comme d'habitude, ont informé les miliciens peuhls nigériens qui sont au Mali. Ces derniers sont venus, et après enquête, ont établi la culpabilité du jeune peuhl à qui la loi de la shar'ia a été appliquée. Il a été décapité devant les représentants des deux communautés* » (propos d'un représentant des éleveurs nord Tillabéry).

[16] Pour plus de détails sur la question de conflit peuhls Zarma, voir le texte en annexe IV de Moussa Mohamed, consultant national dans le cadre de la présente étude.

L'application de la *shar'ia* est ici considérée comme un jugement juste et équitable parce qu'elle permet d'éviter les représailles interethniques par la faute d'un membre d'une communauté.

De ces deux exemples (Zinder et Nord Tillabéry), il est aisé de comprendre que les jeunes lorsqu'ils ne sont pas encadrés peuvent être des acteurs d'une insécurité locale nationale et même sous-régionale. A cet effet, les parents doivent s'investir dans la transmission de valeurs d'éthique et de la morale sociale. L'État pour sa part, doit créer les conditions pour assurer aux jeunes un encadrement technique et une offre d'emploi afin de pouvoir non seulement les occuper mais aussi les contrôler.

La sécurité locale commence par la maîtrise des masses mobilisables. Les femmes et les jeunes, compte tenu de l'importance de leur effectif dans la population nigérienne, constituent des leviers importants pour toute action de développement, dont la sécurité. On l'a vu, les femmes et les jeunes sont des groupes vulnérables et manipulables. Des actions d'encadrement tant par l'État que par la communauté peuvent permettre de transformer ce risque en opportunité de développement.

QUE FAIRE ?

Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêté(e)s et des observations réalisées sur le terrain, étayées par des analyses et des discussions avec différents acteurs pertinents, les Thèmes de réflexion suivants se dégagent :

Pour l'État

Thème de réflexion 1 : Renforcer l'appartenance à la nation via des investissements sociaux

Face à la complexité et à la diversité des formes de violences dans le pays, l'État pourrait œuvrer au renforcement de sa propre crédibilité à travers des investissements sociaux nécessaires à la prise de conscience citoyenne d'appartenance à une nation commune. Dans les zones frontalières, les actions prioritaires à entreprendre pourraient être de :

- Renforcer et démultiplier les actions dans les services sociaux de base (hydraulique, éducation et santé) afin de les rendre disponibles et accessibles à tous.
- Assumer par lui-même la protection de son territoire frontalier en équipant son armée et en renforçant ses capacités techniques et logistiques. Ce renforcement des moyens aiderait à poursuivre l'objectif de réconciliation des communautés frontalières avec l'État comme acteur de sa sécurité.
- Initier de réelles politiques publiques facilitant l'occupation des jeunes à travers deux axes : (1) une politique de formation et d'encadrement technique afin qu'ils soient à même de s'auto-employer ; (2) une vraie politique de création d'emploi afin d'éviter aux jeunes d'être oisifs et/ou tentés de rejoindre les mouvements terroristes.

Cette prise de conscience citoyenne, sur la base d'une amélioration concrète des conditions de vie dans les zones frontalières, pourrait s'accompagner d'une valorisation des autorités locales, notamment traditionnelles. Elles pourraient dès lors constituer un relai positif pour instituer des causeries-débats périodiques entre l'administration et les citoyens en vue d'établir une confiance entre les différents acteurs.

Thème de réflexion 2 : renforcer la crédibilité des débats portés sur la place publique

Sur les thématiques à fort potentiel mobilisateur, l'État peut être le garant d'un débat respectueux entre les différentes sensibilités. A cet effet, il devrait veiller à :

- Développer une politique participative de contrôle des oulémas afin de mieux maîtriser les contenus des discours lors de prêches ou de sermons.
- Initier de concert avec le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), qui est l'organe de régulation de la presse publique et privée, un mécanisme de contrôle et de sanction des organes de presse qui diffusent des discours de haine fondés sur la politique, la religion, la région ou l'ethnie.
- Créer des relations et des passerelles de collaboration entre les ONG arabes et celles occidentales afin de réduire les risques de diffusion d'idéologie à caractère religieux derrière les actions menées au niveau local.

Pour les chefs religieux et coutumiers

Thème de réflexion 3 : participer de manière systématique et concertée au renforcement de la cohésion sociale

Vecteurs d'influence, les chefs religieux et coutumiers ont un rôle à jouer pour accompagner le renforcement de la cohésion sociale. Sur la base d'une responsabilité individuelle, mais également collective et concertée, les chefs religieux et coutumiers pourraientnt contribuer à :

- Faire taire les divergences entre courants religieux. Des passerelles entre les différentes tendances sont nécessaires pour de meilleures conditions de vie collective.
- Sensibiliser les communautés sur la culture de la paix en intégrant dans les discours de prêche et des sermons des valeurs républicaines telles que la tolérance, l'acceptation de l'autre, le pardon, etc.
- Organiser des séances de sensibilisation sur l'État-civil, l'accès à l'école, la fréquentation des centres de santé, la gestion non violente des conflits, la sécurité et la cohésion sociale afin de renforcer les valeurs communes aux communautés vivant dans un même espace.

Thème de réflexion 4 : renforcer les mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

Gages de proximité et de compréhension des enjeux locaux, et forts d'une légitimité à priori existante, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits permettraient aux chefs traditionnels de créer des instances de dialogue pour négocier efficacement avec les radicaux locaux. Ainsi, au-delà des conflits réguliers qui ébranlent toute communauté, ces mécanismes participeraient à des actions de prévention des dérives identifiées par la population. Cet effort pourrait s'accompagner de la revalorisation du *vivre-ensemble*, de sorte que les communautés prennent aussi en charge leur sécurité.

Bibliographie

Abdoulaye Sounaye, « L'Islam au Niger : éviter l'amalgame », *Humanitaire*, 2011, URL : http://humanitaire.revues.org/1023

Ammour Laurence Aïda et al, *Sahel, éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir,* 2013, n° 305-306 de la collection « LES LIVRES DU GRIP », 136 pages.

Bayala Jean Pierre et al., *Rapport de l'étude sur les défis liés à la sécurité dans les régions du Sahel et du Nord du Burkina Faso*, 2012, 163 pages.

Bureau d'études Niger Horizons, *Analyse intégrée des facteurs de risques au Niger*, 2007, rapport final, 138 pages.

Danish Ministry of Foreign Affairs, *Danish Regional Sahel Peace and Stabilisation Programme* 2013-2017, 2013, 85 pages.

Djibo Hamani, *Histoire du Soudan central : histoire de l'islam au Niger du VII^e^ au XIX^e^ siècle*, 2007, Paris, Harmattan, 338 pages.

Grégoire Emmanuel, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », EchoGéo.

Hamit Abdoulhadi et Abdourahamane Mohamed Moctar, *La mise en œuvre des actions prioritaires de prévention et de gestion des conflits : étude des cas de N'guigmi et de N'gourti dans la région de Diffa,* 2013, rapport final, 45 pages.

Bakary Sambe : *L'argent de Boko-Haram*, 2015

Moulaye Hassane, *Contribution des associations islamiques à la dynamique de l'islam au Niger*, 2006, Département of anthropology and African Studies, Université de Mainz N° 72.

Moulaye Hassane, *Dimensions transnationales de l'islam africain*, 2009, Mara-IRSH, UAM, 26 pages.

Moulaye Hassane, *Étude sur l'intrusion de l'islam réformiste (''IZALA'') dans le champ social et politique nigérien*, 2006, 37 pages.

Moulaye Hassane, Bayard Issouf et Doka Marthe, *Islam au Niger, Évolutions des pratiques*, 93 pages.

Moulaye Hassane, Hadiza Moussa, et Sani Arzika, *Étude sur le rôle des institutions traditionnelles et religieuses pour la promotion des droits de la femme au Niger*, 2009, Rapport provisoire, 42 pages.

Mounkaila Harouna, *Les risques socio-économiques liés aux retours des migrants de Libye dans la commune urbaine de Tchintabaraden*, 2013*,* rapport de recherche, IFRA/LASDEL.

Olivier de Sardan Jean Pierre, (sous la dir.), *Élections au village, une ethnographie de la culture électorale au Niger, Les pouvoirs locaux au Niger*, 2015, Tome 2, Paris Karthala, 340 pages.

© 2016 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.

From
the People of Japan

Sahel
Construire le futur.

U N
D P
Empowered lives.
Resilient nations.